

PETIT KIT DE FORMATION



**NPA
JEUNES**

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



RECUEIL DE 4 TEXTES :

1. Les «PRINCIPES FONDATEURS» DU NPA
2. Le TEXTE D'ORIENTATION DES JEUNES DU NPA
3. Le TEXTE DE STRUCTURATION DES JEUNES DU NPA
4. «La Grève Générale» D'ERNEST MANDEL

PRINCIPES FONDATEURS DU Nouveau Parti ANTICAPITALISTE

Ce document définit les éléments essentiels qui constituent la base sur laquelle nous nous regroupons pour fonder notre parti. Il est le résultat, avec ses forces et ses faiblesses, ses imperfections de forme, d'un large travail d'élaboration collective à partir des centaines d'amendements proposés à l'issue des discussions au sein des comités, ébauche de la démocratie vivante qui nourrit le processus dans lequel, tous ensemble, nous nous engageons.

Ce n'est pas un programme complet, détaillé, un "manifeste", mais il résume les références qui sont les nôtres : la critique radicale de la société actuelle, avec laquelle nous voulons rompre, critique qui pose les principes de la société que nous voulons et la stratégie pour y parvenir. Ces principes constituent notre carte d'identité politique : la seule réponse à la crise globalisée du capitalisme, le combat dont dépend l'avenir de l'humanité, c'est le combat pour un socialisme du 21^e siècle, démocratique, écologique et féministe.

1 - LE CAPITALISME MET L'HUMANITÉ ET LA PLANÈTE EN DANGER.

Le système capitaliste génère des crises qui se conjuguent : crises alimentaires, économiques, écologiques, énergétiques, financières, sanitaires, sociales, tensions internationales et guerres, dont les conséquences sont toujours dramatiques.

La mondialisation marquée par une offensive des classes dominantes contre les travailleurs et les

peuples pour augmenter les profits aboutit à une crise profonde et structurelle du mode de production capitaliste lui-même.

Depuis les années 1980, elle aggrave l'exploitation, la concurrence entre les travailleurs dans le cadre d'une plus grande division internationale du travail, creuse les inégalités de toutes sortes, perpétue le pillage des peuples dans le cadre des rapports impérialistes, épuise les ressources et détruit la planète.

Les ravages de la domination du capital donne toute son actualité à l'alternative " socialisme ou barbarie ".

Au nom du profit, les capitalistes organisent la surproduction de marchandises inutiles et/ou noci-

« Les ravages de la domination du capital donne toute son actualité à l'alternative " socialisme ou barbarie ". »

ves, alors que plus de trois milliards d'habitants de la planète, soit près de la moitié de l'humanité, vivent avec moins d'un euro par jour. Un milliard de personnes vivent dans des bidonvilles et 970 millions souffrent de malnutrition. Selon le directeur de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), il suffirait de 20 milliards d'euros par an pendant 15 ans pour en finir avec l'insécurité alimentaire alors que des milliers de milliards de dollars sont engloutis pour renflouer les spéculateurs.

La concentration de gaz à effet de serre a déjà conduit à un réchauffement climatique dont la tendance est toujours à la hausse, au point que les prévisions s'emballent, que des points de non-retour peuvent être rapidement atteints avec des dérèglements impossibles à contrôler mais dont les conséquences sont déjà là et vont s'aggraver : inondations pour les uns, sécheresses pour les autres, tempêtes dévastatrices, bouleversements et disparition d'un

nombre croissant 'espèces vivantes, destruction de la biodiversité, crises agricoles. Le productivisme capitaliste entraîne, par la pollution de l'air, de l'eau, des produits alimentaires, une dégradation de la santé de la population.

Ce sont des millions de personnes dont l'existence même est directement menacée, en premier lieu les populations les plus pauvres qui sont pourtant les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre pouvant entraîner des migrations massives de population.

Le nucléaire civil, imposé comme alternative énergétique, et le nucléaire militaire constituent des menaces d'ampleur pour l'environnement, la santé et la sécurité des

travailleurs, des populations et des générations futures.

Ces constats suffisent à eux seuls à illustrer l'ampleur de la facture sociale et écologique de l'organisation capitaliste du monde, où même la spéculation sur les droits à polluer est légalisée. Ils suffisent aussi pour invalider le discours des partisans du système qui consiste à considérer que le progrès, par petites touches successives, génère une amélioration générale des conditions de vie et une réduction des inégalités. Au contraire, même en période de croissance, les inégalités explosent.

En France, les 10 % les plus riches possèdent 46 % de la fortune nationale alors que, selon l'INSEE, près de 7,9 millions de personnes vivaient en 2006 en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 880 euros par mois. Au cours des 20 dernières années, les inégalités et le nombre de pauvres ont augmenté dans les deux tiers des pays de l'OCDE.

La logique du profit est indissociable d'une marchandisation toujours plus importante de toutes les activités humaines (notamment dans les services publics à travers l'AGCS). Elle s'accompagne d'une mise en concurrence des territoires, des institutions, des individus, concurrence destructrice des liens sociaux et des solidarités, qui exclut, brise la vie des travailleurs.

Les conditions de vie se dégradent. Les patrons licencient à tour de bras, accroissent la concurrence à l'échelle mondiale entre travailleurs en vue d'obtenir les salaires les plus bas possible, démantèlent le droit du travail. La précarité explose. Les sous-contrats précaires se multiplient, éparpillent les travailleurs dans de nouvelles cases sociales et éclatent le monde du travail : CDD, stagiaires, chômeurs, emplois aidés, temps partiels imposés, intérimaires, RSA, etc. La flexibilité et l'intensification des rythmes génèrent une dégradation des conditions de travail (souffrance, accidents, maladies professionnelles, suicides).

Les services publics sont démantelés ; leurs secteurs les plus rentables sont privatisés. La recherche constante de nouveaux marchés a imposé un modèle insidieux et manipulateur basé sur la consommation. L'individu est ainsi soumis à la création d'incessantes nouvelles sollicitations qui génèrent à la fois frustration et dépendance au système.

La protection sociale recule. Le droit à la retraite est remis en cause. L'environnement se dégrade au point que la catastrophe écologique menace.

C'est la recherche effrénée de profits par une infime minorité de la population qui est à la racine de

cette crise.

La banqueroute actuelle est la conséquence logique d'un système en faillite. Elle est le produit de la contradiction entre le développement sans limites du crédit, l'économie d'endettement, et le marché d'autant plus limité que les classes dominantes, à la recherche de la rentabilité maximum, entretiennent le chômage de masse, la précarité, bloquent les salaires...

Cette logique est celle de la lutte menée avec cynisme par la bourgeoisie de la finance, des affaires, des multinationales, des banques, les spéculateurs, leurs alliés politiques, les gouvernements, les insti-



tutions internationales à leur service (FMI, OMC, UE, BCE, Banque Mondiale) autant d'adversaires qu'il faut combattre à l'échelle nationale, européenne, internationale.

À l'évolution du capitalisme et l'extension de la sphère marchande à l'ensemble de la planète, correspond une crise écologique sans précédent. Si des sociétés humaines ont déjà eu à faire face à des crises environnementales du fait d'une utilisation non rationnelle de leurs ressources, c'est la première fois qu'une crise prend une telle ampleur, qu'elle concerne désormais tous les habitants de la planète et qu'elle amplifie d'autant les inégalités sociales.

Dans ce cadre de la mondialisation capitaliste, loin d'aller vers la

paix, on assiste aussi au surarmement, à l'exacerbation des tensions et des conflits internationaux. De l'Irak à la Géorgie en passant par l'Afghanistan, l'Afrique et la Palestine, les puissances impérialistes dont la France imposent leur domination aux peuples, le contrôle des sources d'approvisionnement, des matières premières, du pétrole... au grand bénéfice des multinationales dont celles de l'armement. Cette politique d'agression a pour effet de favoriser une montée du nationalisme, des intégrismes religieux et des logiques communautaires, instrumentalisés pour diviser les peuples.

Ainsi, les anticapitalistes d'un pays impérialiste doivent avant tout lutter contre leurs capitalistes nationaux, leur propre État impérialiste et son armée. C'est dans ce sens que nous soutenons l'expropriation, par les travailleurs et le peuple du pays concerné, des entreprises françaises qui exploitent les travailleurs et les ressources des pays opprimés. Et que partout où l'armée française (ou

d'autres pays impérialistes) est présente, nous soutenons les résistances populaires et la défaite militaire des armées impérialistes.

La paix est incompatible avec ce système : " le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage " (Jean Jaurès).

Cette politique est celle que dicent les classes capitalistes à tous les partis et gouvernements, de gauche comme de droite, qui s'adaptent et se plient à l'économie de marché, ou la prônent, comme aux exigences du maintien du système d'exploitation. Elle s'accompagne d'une volonté d'étouffer la démocratie. La population ne peut exercer aucun contrôle sur les politiques qui sont menées et les élus qui les mettent en œuvre avec la complicité des

médias et de la presse détenus par quelques grands groupes au service de l'idéologie dominante.

Nous utilisons, défendons et faisons vivre les droits démocratiques pour mener le combat politique. Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population. La violence du capitalisme, c'est aussi la justice de classe, la violence policière. De la révolte des banlieues à la répression des manifestations de jeunes ou de travailleurs, en passant par la criminalisation des enfants de sans-papiers et de tous ceux qui luttent contre le système, partout police et justice défendent cette société d'oppression.

La logique du système invalide les prétentions de le moraliser, de le réguler ou de le réformer, de l'humaniser, qu'elles soient sincères ou hypocrites. La logique du système contribue par là même à créer les conditions de son renversement, d'une transformation révolutionnaire de la société, en démontrant quotidiennement à quel point il est vrai que le bien-être, la démocratie, la paix sont incompatibles avec la propriété privée des grands moyens de production.

2 - UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE : LE SOCIALISME DU 21E SIÈCLE

La grande majorité de la population est constituée de travailleurs, manuels ou intellectuels : celles et ceux qui n'ont que leur force de travail à mettre en œuvre, le plus souvent contre un salaire, qu'ils/elles aient un emploi ou en soient privés,

qu'ils/elles soient actifs ou en retraite. L'écrasante majorité des jeunes en formation est destinée à rejoindre cette classe des travailleurs.

Pour les salariés et l'ensemble de la population exploitée, il n'y a pas d'autre solution que de s'attaquer à la racine même de ce système entré en faillite. Il n'y a pas un " bon " capitalisme productif, qui s'opposerait au capitalisme financier qui l'aurait perverti. Capital industriel et capital de placement financier sont depuis très longtemps interpénétrés. La mondialisation capitaliste a été la réponse des bourgeoisies des pays développés à la chute des taux de profit qui s'est produite lorsque le boom d'après-guerre a pris fin.

Au cours des trois dernières décennies, le monde du travail a subi une diminution croissante de ses revenus au bénéfice des actionnaires (en 1982, les dividendes aux actionnaires représentaient 4,4% de la masse salariale ; aujourd'hui, 12,4%). De ce fait, il est de plus en plus difficile aux capitalistes de trouver pour leurs produits des marchés solvables. Cette situation les a poussés à tourner toujours plus de capitaux vers la spéculation, ce qui a aggravé la tendance naturelle du capitalisme à la financiarisation.

Se donner pour perspective le retour hypothétique à un capitalisme plus " humain " serait donc tout sauf réaliste. La période des " Trente Glorieuses " reste dans les mémoires comme celle où les prétentions du patronat avaient été limitées et encadrées, mais cette situation résultait avant tout d'un rapport de forces, construit à travers de grandes luttes de classe et des révolutions. Sans compter que pour en arriver là, il avait fallu en passer par les souffrances de la grande dépression des années 1930 et par les horreurs du fascisme et de la guerre.

En finir avec les crises implique d'en finir avec l'exploitation, donc avec la propriété privée des principaux moyens de production, d'échange et de communication, qui en constitue la base. Le système financier, les services essentiels à la vie, les grandes entreprises devront passer sous le contrôle des salariés et de la population, qui en assumeront la propriété et en assureront la gestion dans le cadre d'une planification démocratique. Libérées de la propriété et de l'appropriation capitalistes, la production et la répartition des richesses pourront bénéficier à la société tout entière. Se nourrir, se chauffer, se loger, se soigner, s'éduquer, se cultiver, se déplacer sont des besoins essentiels qui doivent être garantis pour toutes et tous.

Le socialisme, l'écosocialisme, c'est le pouvoir des travailleurs et travailleuses dans tous les domaines et à tous les échelons de la vie politique, économique et sociale. C'est la démocratie des producteurs/trices associé-e-s décidant librement et souverainement quoi produire, comment et à quelles fins. Une telle réorganisation de l'économie et de la société suppose un premier niveau d'émancipation du travail, indispensable afin que les collectifs de travailleurs/euses et de citoyennes puissent prendre réellement en charge la marche des entreprises et la gestion des affaires publiques. Une réduction massive du temps de travail, rendue possible par les progrès technologiques, auxquels s'ajouteront la suppression du chômage et la répartition entre toutes et tous du travail nécessaire, pourvoira à ce besoin.

Sans avoir l'illusion qu'une société libérée de l'exploitation et de l'oppression peut éviter toute maladie, infirmité ou problème de santé, le droit à la santé pour lequel nous combattons consiste d'abord à pré-



venir les causes d'un mauvais état de santé liées à une société fondée sur la recherche du profit maximum : accidents de travail, stress dû au travail, expositions aux produits toxiques, à une alimentation de mauvaise qualité, à la pollution...

Comme les autres productions humaines, les productions culturelles et artistiques ne sont pas autonomes. Elles sont traversées de tensions idéologiques et politiques. Une critique radicale du système capitaliste, sérieuse et cohérente, ne peut se faire sans critique radicale de la culture, de l'art et des médias puisqu'ils sont les verrous de l'idéologie dominante et, par conséquent, un obstacle important à l'émancipation de toutes et tous. La société libérée du capitalisme garantira l'accès de tous les individus à ces productions et mettra fin à leur marchandisation. La réappropriation démocratique de la culture, de l'art, des médias est un enjeu de premier ordre.

Le socialisme n'a évidemment rien à voir avec les politiques capitalistes des formations social-libérales telles que, en France, le parti dit "socialiste". De même, il s'oppose radicalement aux dictatures bureaucratiques qui, de l'ex-URSS à la Chine, en ont usurpé le nom, alors même qu'elles reproduisaient des mécanismes d'exploitation et d'oppression qu'elles prétendaient

combattre et favorisaient les pires travers productivistes. Nous voulons avancer vers l'auto-organisation et l'autogestion démocratiques de la société, et cela implique les plus larges libertés d'organisation et d'expression politiques, syndicales et associatives. Les libertés démocratiques qui ont pu être conquises sous le régime capitaliste seront consolidées et développées. Le socialisme, c'est bien le règne de la démocratie la plus réelle et la plus étendue.

Pas plus qu'il n'y a de bon capitalisme productif, il ne peut y avoir de bon "capitalisme vert". Parce qu'elle seule rendra possible des choix économiques démocratiques et rationnels, pris dans l'intérêt du plus grand nombre, la rupture avec le capitalisme est une condition nécessaire afin de stopper la crise écologique dont les effets catastrophiques commencent à se multiplier. Dans le cadre d'une nouvelle organisation de la société, dont la finalité sera l'utilité sociale et non plus le profit, les producteurs et les citoyens, autonomes et responsables, décideront de développer les activités économiques qui bénéficient à la collectivité, et écarteront celles qui mettent en danger les populations et leur environnement. Le socialisme que nous voulons ne propose nullement un développement illimité de la production, mais se fonde au contraire sur la satisfaction écologi-

que des besoins sociaux : c'est un écosocialisme. Seule une société délivrée de la dictature du capital sera en mesure de réconcilier l'être humain et la nature.

Nous voulons construire un système d'organisation collective qui favorise et encourage l'épanouissement individuel de toutes les personnes, "une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous" (Le Manifeste communiste de Marx et Engels de 1848), où l'être humain soit considéré comme une fin et non plus un moyen. Le système capitaliste s'appuie sur un ensemble de normes de domination et sur la hiérarchisation des populations ; les minorités sont ainsi confrontées aux pressions morales, à la stigmatisation, au rejet ainsi qu'aux violences verbales, morales et physiques lorsqu'elles refusent d'obéir à ces normes et de se conformer à l'ordre établi. Le socialisme implique la fin de toutes les oppressions, de tout racisme et de toute discrimination ; le respect des cultures, des langues, des orientations sexuelles, des opinions philosophiques, religieuses, de la laïcité des administrations et pouvoirs publics.

En particulier, il implique la fin de l'oppression spécifique des femmes, antérieure au capitalisme mais que ce dernier a intégrée et instrumentalisée à ses propres fins. On retrouve cette oppression dans toutes les sphères de la société et elle traverse toutes les classes sociales, sous des formes diversifiées. L'oppression des femmes s'imbrique aux autres types de domination : l'exploitation de classe, le racisme, ou la violence contre les individus qui ne correspondent pas aux normes hétérosexistes. Aucun être humain ne sera libre si la moitié de l'humanité reste dans une position subordonnée, victime de la division sexuée du travail, des discrimina-

tions dans l'entreprise ou dans la vie politique, de la double journée de travail, de la famille patriarcale, des violences dans le cadre domestique, au travail, dans la rue, etc. La lutte des femmes contre leur oppression est un aspect essentiel de la lutte contre la domination capitaliste. Il n'y aura pas de socialisme sans libération complète des femmes. Et la libération des femmes, notamment des milieux populaires, nécessite la fin du règne de la loi du profit et l'existence d'une nouvelle société fondée sur la satisfaction des besoins sociaux.

Le socialisme est nécessairement internationaliste. Il implique la fin des rapports d'exploitation et de subordination impérialistes, tels que la France néocoloniale les maintient en Afrique, en Outre-mer et ailleurs. Il reconnaît le droit à l'autodétermination des peuples, comme à la souveraineté alimentaire, à l'accès à l'eau, c'est-à-dire le droit de chaque peuple de décider lui-même de son avenir, et soutient les luttes de libération nationale des peuples opprimés, à commencer par ceux des dernières colonies françaises. Nous savons aussi qu'il ne pourra pas être construit en restant à l'intérieur des frontières hexagonales. Toute victoire anticapitaliste en France ou dans un pays voisin aurait immédiatement vocation à s'étendre en Europe et plus largement dans le monde.

3 - NOS VIES, PAS LEURS PROFITS

Par les objectifs que nous proposons dans les luttes d'aujourd'hui, nous voulons répondre aux urgences sociales, démocratiques et écologiques.

Ce n'est pas un programme minimum au rabais, mais une série d'objectifs de mobilisation, des mesures qui remettent en cause le système et préparent le socialisme que nous

« Le socialisme est nécessairement internationaliste. Il implique la fin des rapports d'exploitation et de subordination impérialistes, tels que la France néocoloniale les maintient en Afrique, en Outre-mer et ailleurs. »

voulons.

Nous défendons un programme d'urgence qui, pour répondre aux besoins immédiats, met en question la propriété capitaliste des moyens de production, attaque le capital et ses profits pour augmenter les salaires, les pensions de retraite, les minima sociaux et pour satisfaire les besoins de la population.

Ce programme insiste sur l'appropriation sociale du produit du travail par l'expropriation sans indemnisation des grands groupes capitalistes à commencer par ceux du CAC 40, des services et branches essentiels sous le contrôle des salarié-e-s et de la population.

Certains domaines doivent être considérés comme des biens publics communs et mondiaux : santé, éducation, eau, énergies, transports, télécommunications, poste, enfance et quatrième âge. Ils doivent être des services publics, gérés et contrôlés par les salarié-e-s et les usager-e-s dans l'unique objectif de satisfaire l'ensemble des besoins sociaux de toutes et de tous, à égalité d'accès et de prestations.

Le travail n'est pas une marchandise, les salarié-e-s ne sont pas des variables d'ajustement, les licenciements doivent être interdits sous peine de réquisition sans indemnités des entreprises qui licencient. Le salaire doit être maintenu en période de maladie, comme en période de chômage, à la retraite ou en formation, grâce à une protection sociale intégrale.

Pour nous la démocratie ne s'arrête pas à la porte des entreprises, c'est aux salarié-e-s de décider de

leurs conditions et de leur organisation de travail.

Le travail tel qu'il est organisé aujourd'hui use et porte atteinte à la santé des salariés. Le chômage de masse ne profite qu'aux patrons : réduction et partage du temps de travail jusqu'à abolition du chômage.

L'écologie, le féminisme, les luttes LGBTI, l'antiracisme, l'antifascisme, l'internationalisme, la lutte contre toutes les formes de discrimination et d'oppression, d'exclusion des personnes handicapées, des malades, la solidarité entre les générations ne sont pas des postures de seconde importance, mais sont au cœur de notre projet.

L'urgence écologique implique de rejeter l'idée d'une expansion illimitée et dévastatrice de la domination de l'humanité sur la nature et par conséquent de toute forme de productivisme. Sur les questions climatiques, énergétiques et alimentaires, inverser la logique de destruction de la planète exige une planification démocratique. En opposition aux modes de production et de consommation actuels, nous proposons la relocalisation de l'économie, la redistribution des richesses, la décroissance de la consommation des ressources non renouvelables et la remise en cause de secteurs d'activité énergivores, inutiles, polluants ou dangereux, en particulier le nucléaire.

L'eau, l'air, la terre et le vivant sont des biens communs non privatisables.

La maîtrise de leurs usages doit être au cœur de nos préoccupations.

Pour cela, les transports, l'eau, l'énergie, doivent être gérés par des services publics contrôlés par les salarié-e-s et les usagers, pour satisfaire les besoins sociaux, économiser les ressources et préserver l'environnement.

Nous luttons pour une sortie rapide de l'utilisation de l'énergie nucléaire.

L'agriculture n'a pas échappé aux effets dévastateurs du capitalisme en sacrifiant les paysans partout dans le monde au profit de l'agro-business et des spéculateurs de l'agriculture.

Il est urgent de mettre en place la souveraineté alimentaire, de redonner au territoire agricole sa vocation de production de biens alimentaires sains et de qualité, d'aménagement dans le respect de la terre et de l'espace rural.

Le maintien de paysan-ne-s, nombreux et vivant de leur travail dans une campagne vivante, favorisera la reconstruction du tissu social en milieu rural.

Le NPA s'oppose à toute production d'OGM.

L'oppression capitaliste est particulièrement présente dans les quartiers populaires où sont concentré-e-s des habitant-e-s défavorisé-e-s souvent en partie d'origine immigrée, discriminé-e-s, stigmatisé-e-s, victimes de violences policières, et pas seulement les jeunes.

La lutte intransigeante contre toutes les formes de sexisme, d'inégalités et de violences faites aux femmes, pour le droit des femmes à disposer de leur corps (avortement et contraception libres et gratuits), pour le développement de services publics de qualité, pour une organisation de la société qui combatte l'oppression des femmes et la division traditionnelle des tâches, sont parties intégrantes de notre programme. Seule l'auto-organisation

des femmes pour leurs droits, en convergence plus ou moins conflictuelle avec les différents mouvements sociaux, peut préparer et favoriser l'émergence d'une société débarrassée de la domination masculine. Néanmoins, on peut supposer que la lutte des femmes pour leur émancipation qui a franchi plusieurs siècles a encore de beaux jours devant elle, y compris dans le cadre d'une société socialiste.

Dans toutes les instances du parti, les femmes ont toujours l'option de se réunir de façon non mixte, si elles le jugent utile. Ce type de réunions ponctuelles ou régulières peut être un outil important pour le développement d'une culture anti-sexiste dans le parti.

Nous luttons sans concession contre les oppressions, contre les discriminations et violences et oppressions vécues par les personnes lesbiennes, gays, bis, trans et intersexes. Nous revendiquons la pleine et entière égalité des droits pour les personnes LGBTI.

Ces oppressions expriment la haine des sexualités et des identités qui ne correspondent pas aux normes hétérosexuelles et de genre.

Nous luttons contre les discriminations qui touchent les handicapés dans la vie sociale. Ils doivent avoir accès au travail, à l'école, à la formation, au logement, aux transports publics, aux soins, à la culture.

Nous affirmons notre attachement au principe de la laïcité, en particulier la séparation rigoureuse entre les Églises et l'État.

Nous défendons l'accès au savoir, à la formation, à l'éducation laïque gratuite pour tous les jeunes. Mais nous dénonçons un système scolaire et éducatif inadapté qui vise à formater idéologiquement et à assurer la reproduction des classes

sociales.

L'accès de tous à l'éducation comme facteur d'émancipation ne se limite pas à augmenter les moyens, ni ne se décrète par des droits abstraits. Pour être effectif, il doit aussi s'accompagner de la possibilité pour chacun-e, quel que soit son âge, de mener des études, dans tout domaine vers lequel portent ses intérêts, et d'être débarrassé des contraintes financières ou de revenus qui entravent la liberté de chacun à poursuivre ou reprendre des études.

Nous reconnaissons les langues dites minoritaires et la mise en place d'une politique visant à leur sauvegarde et à leur développement.

Nous combattons l'oppression de la jeunesse, dans le cadre de la famille, dans le monde du travail. Les jeunes travailleurs subissent de plein fouet la hausse phénoménale de l'emploi précaire (CDD, intérim, stages non payés, temps partiel imposé, chômage). Cette situation est une réelle aubaine pour les entreprises qui trouvent à leur disposition une main-d'œuvre prête à accepter n'importe quelles conditions de travail et de rémunération, conséquence du rapport de forces favorable aux patrons.

Nous dénonçons les stigmatisations et discriminations dont sont victimes les jeunes issus des quartiers populaires et/ou enfants d'immigrés, désignés comme responsables de tous les maux.

Se débarrasser du racisme suppose que les mobilisations et les mesures radicales contre toutes les formes de racisme, de xénophobie et les discriminations qui en découlent soient à la hauteur du poison distillé au sein de la société. Égalité des droits entre français et immigrés, dont le droit de vote, liberté de circulation et d'installation et régularisation de tous les sans-papiers.

Le mode de vie des populations nomades doit être reconnu et accepté, le titre de circulation supprimé et le droit de vote leur être acquis.

Le NPA soutient les formes d'auto-organisation d'opprimé-e-s, qui se réunissent au nom d'une oppression qu'elles/ils ont en commun pour la combattre jusqu'à sa disparition. Que cette oppression soit raciste, sexiste, homophobe ou xénophobe.

L'antiracisme c'est aussi la transmission de l'histoire des peuples colonisés et de leur résistance.

Outre les autres formes d'oppression et d'exploitation, le NPA est radicalement opposé au colonialisme, à commencer par le colonialisme français, qui continue de sévir dans ses dernières colonies directes, que le pouvoir appelle officiellement "DOM-TOM". Le NPA soutient le droit inconditionnel à l'autodétermination des peuples de ces colonies. Il soutiendra sans réserve les luttes de libération nationale des peuples concernés. Il développera des liens étroits de solidarité, dans le respect et l'égalité, notamment avec les camarades partageant l'essentiel de ses valeurs pour l'émancipation de l'humanité de toute exploitation et/ou oppression.

Notre programme comporte aussi des exigences démocratiques radicales pour s'opposer aux excès et dérives des institutions répressives (police, justice, prisons, armée...), aux politiques sécuritaires et pénitentiaires qui criminalisent la pauvreté et le mouvement social, et pour lutter contre la logique croissante de surveillance, de contrôle et d'encadrement public.

Nous voulons en finir avec les institutions antidémocratiques de la Ve République (révocabilité des élus, représentation proportionnelle dans les assemblées,...) .

Bien évidemment, les mesures que prendrait un gouvernement portant un programme de rupture s'inscrivent dans les mobilisations pour une autre Europe, une Europe en rupture complète avec les institutions de l'Union européenne, une Europe qui aurait pour objectif de satisfaire les besoins sociaux de la population et pour ambition de changer radicalement les rapports nord/sud.

Développer des mobilisations et des luttes à l'échelle internationale est d'autant plus nécessaire que les capitalistes, eux, sont organisés à l'échelle internationale dans toute une série d'institutions qui jouent en rôle croissant contre les intérêts des salariés et des peuples : Banque centrale européenne, Organisation de coopération et de développement économique, Fonds monétaire international, Banque Mondiale, Organisation mondiale du commerce, OTAN....

Nous voulons en finir avec ces institutions internationales.

Pour changer le cours de l'histoire, il faut que la majorité de la population, le prolétariat et les sec-teurs populaires dans leur diversité prennent conscience de leur force, en s'organisant sur le lieu de travail ou le quartier, dans un syndicat ou une association, comme au niveau politique, pour faire valoir ses droits démocratiques. Dans toutes ces structures, les militants du NPA se battent pour que soient promus l'unité dans la lutte et le combat anticapitaliste. Ceci en respectant scrupuleusement l'indépendance de ces structures.

C'est dans le mouvement social que progresse la prise de conscience, que l'idée d'un nouveau monde s'élabore, que la satisfaction des exigences populaires pose la question de qui dirige la société. La convergence de ces exigences pose la question du contrôle des

travailleurs et de la population sur la marche des entreprises et de la société.

Nous sommes en faveur de mobilisations les plus unitaires possibles, associant tous les courants politiques, syndicaux, associatifs du mouvement social.

Dans celles-ci, nous défendons le principe de l'auto-organisation : il est essentiel que ce soient celles et ceux qui agissent, qui décident de l'orientation, des formes de leurs luttes et de leur direction.

C'est par le développement et la généralisation des luttes, des grèves généralisées et prolongées que l'on peut bloquer les attaques, imposer des revendications. C'est le rapport de forces issu de la mobilisation qui peut permettre la mise en place d'un gouvernement qui imposera des mesures radicales en rupture avec le système et engage une transformation révolutionnaire de la société.

En finir avec le système capitaliste, suppose à la fois un bras de fer de longue durée, la force du nombre et une rupture avec l'État et les institutions dont il s'est doté, avec les institutions européennes et mondiales au service des classes dominantes.

4 - S'ORGANISER, AGIR,



FAIRE DE LA POLITIQUE, UN PARTI POUR L'ÉMANCIPATION

Le parti est un cadre collectif d'élaboration et d'action qui rassemble celles et ceux qui ont librement décidé de s'associer pour défendre un projet commun de société. Si nous décidons de nous constituer en parti, c'est parce que nous voulons agir de façon utile, structurée et cohérente. Sans nous substituer aux luttes sociales, nous devons les impulser, y participer pleinement, y proposer nos idées et y faire nos propositions d'action car nous savons que c'est par la mobilisation la plus large possible que l'on peut stopper l'offensive capitaliste, imposer des avancées sur le terrain social, démocratique et écologique, ouvrir la voie au socialisme.

Les partis de la gauche institutionnelle (PS, PC) et leurs alliés Verts ont abandonné depuis longtemps cette perspective. Le PS et le PCF n'ont plus de socialiste ou de communiste que le nom. Les Verts ont bradé leurs ambitions écologistes.

Au pouvoir, la gauche institutionnelle, dominée par le PS, tourne le dos aux aspirations populaires.

Dans l'opposition, elle n'organise pas la riposte contre les attaques de la droite et du patronat.

S'enfonçant dans la crise et perdant sans cesse du terrain électoral et militant, le PCF se laisse de plus en plus satelliser par le PS. Cependant il existe encore dans ce parti une force militante que nous retrouvons à nos côtés dans certaines de nos luttes.

Face à la crise exceptionnelle du capitalisme, refusant de rompre avec le système les réponses politiques de cette gauche ne peuvent être à la hauteur de l'enjeu.

Ces courants n'offrent plus ni projet émancipateur ni espoir, c'est pour cela qu'ils reculent.

La crise actuelle met ce phéno-

mène en lumière mais il n'est pas conjoncturel, il renvoie à des raisons bien plus profondes : parce qu'il s'est adapté au néolibéralisme jusqu'à en épouser les thèses, parce que ses dirigeants ne se distinguent plus de la classe dominante, le PS a même renoncé à une politique de réformes progressistes dans le cadre du système.

Les contradictions inhérentes au système capitaliste et la crise actuelle rendent l'alternative évidente : se soumettre à la minorité des privilégiés ou rompre avec elle.

Dans et autour de ces partis de la gauche institutionnelle, nombreux sont celles et ceux qui n'ont pas renoncé à changer radicalement la société.

« Nous voulons construire [...] une nouvelle représentation politique des exploité-e-s, un nouveau parti anticapitaliste, un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société. »

Avec eux, comme avec l'ensemble des travailleurs/euses, nous voulons construire sur d'autres bases, en rupture avec les capitulations et les reniements de cette gauche pour créer une nouvelle représentation politique des exploité-e-s, un nouveau parti anticapitaliste, un parti qui se bat jusqu'au bout contre le système, un parti pour la transformation révolutionnaire de la société.

Un parti n'est pas un but en soi. C'est un outil pour se rassembler, pour gagner en efficacité dans le combat collectif.

Deux tâches complémentaires se combinent : développer les luttes sociales, par la construction coordonnée d'un syndicalisme de classe et de masse, s'opposant ainsi à la collaboration des directions syndicales actuelles qui engendrent la désertion, par la participation aux formes d'organisation du mouvement social ; construire un parti politique

pour défendre un programme global d'émancipation.

Nous voulons que le NPA soit pleinement démocratique, à l'image de la société que nous voulons. Cela suppose que chacune et chacun y trouve sa place, quel que soit le niveau de son engagement. Cela suppose que nous soyons à égalité pour décider, que les instances dirigeantes soient clairement mandatées, dûment contrôlées et révocables, qu'une formation politique soit organisée, que la pluralité des points de vue soit garantie au même titre que le droit de la majorité à agir pour le compte de toutes et de tous.

Cela suppose aussi que notre parti soit un lieu d'éducation per-

manente de tous les militant-e-s, un lieu d'éducation populaire qui préfigure la société que nous voulons construire. Cela suppose enfin que notre parti soit un lieu de solidarité.

Tirant les leçons du passé, nous lutterons contre les processus de bureaucratisation qui sont la plaie des mouvements d'émancipation. Et notre vigilance commencera par s'exercer à l'intérieur du NPA.

Nous voulons que le NPA soit efficace, utile tout de suite, présent sur tout le territoire dans les quartiers populaires, utile pour résister et lutter dans les entreprises, à la pointe du combat auprès de la jeunesse dont le dynamisme des luttes s'avère souvent précieux pour entraîner celle des travailleurs.

Nous participons aux luttes pour des réformes immédiates et nos réponses politiques partent des réalités du terrain, de tout ce que chacun-e vit au quotidien. Elles tracent

en même temps les contours de la société que nous voulons, basée sur la satisfaction des besoins sociaux. Elles supposent donc la rupture avec le capitalisme et le “ tout marchandise ”.

Nous participons aux élections pour défendre nos idées, pour rassembler très largement la population autour de notre programme. Nous défendons la proportionnelle intégrale et réclamons d’avoir un nombre d’élus conforme au poids que nous avons dans la société.

De la municipalité au parlement, nous soutiendrons toutes les mesures qui amélioreraient la situation des travailleurs, les droits démocratiques et le respect de l’environnement. Nous contribuerons à leur mise en œuvre si les électeurs nous en donnent la responsabilité. Mais nous resterons fidèles à ce pourquoi nous luttons et ne participerons à aucune coalition contradictoire avec ce combat.

Nos élu-e-s refusent de cogérer le système. Ils s’opposent avec ténacité aux mesures antisociales et défendent bec et ongles, en toute indépendance des majorités de droite ou social-libérales, les intérêts des travailleurs et de la population.

À l’échelle nationale, l’application d’un tel programme impliquerait la confrontation avec les classes dominantes, et exigerait une formidable mobilisation populaire, susceptible de faire émerger de nouvelles formes de pouvoir qui donneraient à un gouvernement anticapitaliste les moyens de sa politique.

Une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes. Les luttes peuvent permettre de la contenir, de lui arracher des mesures progressistes pour les classes populaires, pas la supprimer. En 1789, la domination de la classe privilégiée de l’Ancien Régime n’a pas été abolie par des réformes. Il a fallu une révolution pour l’élimi-

ner. Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme.

Elle implique donc nécessairement un changement des rapports de propriété, social et institutionnel, qui rejaillit sur tous les aspects de la vie en société. Notre choix pour y parvenir mise exclusivement sur l’expression et la mobilisation majoritaire. Tout en annonçant clairement à l’avance que nous chercherons à organiser l’auto-défense des travailleurs, pour que le coup d’État militaire et la répression massive qui ont eu lieu au Chili en 1973 ne puissent pas se reproduire. “ L’émancipation des travailleurs sera l’œuvre des travailleurs eux-mêmes ” (Marx dans Le Manifeste communiste) reste notre boussole. D’une manière générale, ce sont les forces de la réaction qui imposent la violence. Notre choix est celui du nombre, des formes de lutte qui rendent les revendications légitimes et populaires, sans hésiter à sortir du cadre étiqué de la légalité pour obtenir satisfaction, en tenant fermement les piquets de grève, en réquisitionnant les logements vides, en cachant les sans-papiers pourchassés, en débattant face à l’intolérable...

L’objectif de notre parti n’est pas de prendre le pouvoir par et pour lui-même. Nous combattons dès maintenant et partout pour l’auto-organisation des luttes afin de préparer le renversement de la société capitaliste et l’autogestion par les travailleurs et la population.

Nous voulons que le NPA fasse vivre le meilleur de l’héritage de celles et ceux qui ont affronté le système depuis deux siècles, celui de la lutte des classes, des traditions socialistes, communistes, libertaires, révolutionnaires.

Un parti qui hérite des luttes démocratiques et antifascistes. Un parti qui garde la mémoire des combats contre les dérives autoritaires et bureaucratiques qui ont terni les espoirs émancipateurs. Un parti qui se nourrit du féminisme, de l’antico-

lonialisme, de l’antiracisme comme des luttes contre toutes les discriminations. Un parti qui donne une tonalité clairement anticapitaliste à l’écologie politique radicale et une tonalité clairement écologiste à l’anticapitalisme. Un parti soucieux des aspirations individuelles à la reconnaissance et à la créativité face à l’uniformisation marchande de la vie quotidienne.

Ce parti anticapitaliste que nous construisons s’inscrit dans la continuité de celles et ceux qui ont cherché, avec ou sans succès, à renverser l’ordre établi ou à résister à l’oppression.

Ce parti porte l’espoir d’une société débarrassée de l’exploitation et des oppressions. Quand l’histoire s’accélère, que les gouvernants perdent leur légitimité, que de larges secteurs populaires perdent patience, comme en juin 36 ou en mai 68, nous voulons construire le parti qui renforce les chances de gagner. Pas un parti qui se substitue mais un parti qui porte la volonté de millions d’individus, un parti qui propose des initiatives susceptibles de favoriser la rupture.

L’exploitation, l’oppression, les discriminations, la destruction de l’environnement, sont des phénomènes mondiaux, le résultat de politiques qui s’imbriquent les unes dans les autres. Nos adversaires, les capitalistes, se moquent des frontières. Ils parlent les langues du monde entier. Ils sont très bien organisés et pour les combattre, il faut nous organiser avec autant d’efficacité. Notre parti cherche à se lier à toutes les forces qui, dans le monde entier, luttent avec le même objectif. C’est pourquoi le NPA engagera le dialogue et des collaborations politiques avec les autres forces anticapitalistes et révolutionnaires dans le monde dans la perspective de la constitution d’une nouvelle internationale.



TEXTES ADOPTÉS LORS DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE NATIONALE DES JEUNES DU NPA

TEXTE 1 : D'ORIENTATION DANS LA JEUNESSE

Retour sur la situation politique et nos tâches :

La crise accélère les attaques. La classe dirigeante cherche à réorganiser de fond en comble le système d'exploitation et de domination. La violence des attaques va provoquer des confrontations sociales de grande ampleur. La crise n'a pas assommé les jeunes et les travailleurs-euse-s et a provoqué des réactions importantes, notamment en France. La principale nouveauté de cette année, c'est la mobilisation des salarié-e-s de l'industrie à un niveau inégalé depuis des années, en plus des luttes des secteurs traditionnellement combattifs (jeunes, secteur public...). Les évolutions dans la gauche continuent : approfondissement de l'évolution vers le social libéralisme du PS, rupture dans la social-démocratie et création du Parti de Gauche. Cependant, les luttes que nous avons connues l'an dernier n'ont pas réussi à déstabiliser le gouvernement, qui après avoir été affaibli en février-mars a pu reprendre l'initiative, aidé par les bureaucraties réformistes qui ont canalisé les luttes sociales. Virer le gouvernement, Sarkozy, ainsi que sa politique est une urgence pour éviter que les solutions individualistes et nationalistes ne prennent le pas. Pour surmonter l'éclatement des résistances et battre en brèche la stratégie des réformistes nous avons

besoin de construire une grève générale, de porter nos revendications et de proposer notre projet politique. Le rôle de la jeunesse, par sa disposition à lutter de manière particulièrement combative et par le début d'accumulation d'expériences de ces dernières années, est de contribuer à favoriser une dynamique de convergence des luttes et d'auto-organisation. Ce texte d'orientation cherche à définir des grandes lignes pour agir et construire le NPA dans la jeunesse dans cette perspective en lien avec l'ensemble des instances du NPA (Comités, Commissions notamment CILT, Éducation nationale et Enseignement supérieur recherche, CPN et CE...). Le NPA doit donc chercher à élever le niveau de

(via le syndicalisme ou les cadres unitaires tels RUSF) et les campagnes politiques du NPA (racisme et violence policière, sexisme, internationalisme...)

A – Pas question de payer leur crise !

Le NPA a choisi de lancer une campagne sur la question de l'emploi : pour l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires. Cette campagne doit être centrale pour l'ensemble du NPA et menée par tou-te-s les militant-e-s pour être efficace. Dans la jeunesse, nous devons relayer les mots d'ordre de cette campagne du NPA mais



conscience de classe de la jeunesse mais aussi à la structurer ce en devenant et en s'affirmant comme la principale force politique dans la jeunesse.

I – QUELLES CAMPAGNES DANS LES PROCHAINS MOIS ?

Notre intervention dans la jeunesse doit combiner construction des luttes au sein de cadres larges et politisation et structuration d'une nouvelle génération militante. Il s'agit d'articuler travail de masse

aussi les décliner sur les conditions de vie immédiates des jeunes touché-e-s par le chômage, la précarité ainsi que sur l'avenir pourri qui les attend avec des réformes de l'Éducation qui cherchent à former des futur-e-s salarié-e-s toujours plus précaires et sans droits. Mener cette campagne signifie distribuer des tracts, coller des affiches, chercher à développer nos arguments auprès d'un maximum de jeunes, de salariés mais c'est aussi organiser des réunions publiques / meetings dans tous les endroits où nous intervenons.

Le cadre général de notre activité

Le gouvernement fait de l'emploi des jeunes une de ses priorités, à l'heure où la crise s'installe dans la durée. A tous les contrats précaires, à tous les dispositifs spécifiques pour les jeunes qui ne sont que des sous-emplois, nous opposons une logique diamétralement opposée : pour que les jeunes aient tous un emploi, il faut que TOU-TE-S les travailleurs-euse-s aient un véritable emploi stable avec un vrai salaire. C'est pour cela que nous défendons dans la jeunesse l'interdiction de tous les contrats précaires, l'interdiction des licenciements, la création d'un million d'emplois dans le service public et toutes les mesures proposées dans le cadre de la campagne du NPA. Il y a une chose dont les jeunes ont spécifiquement besoin : d'une formation de qualité pour tous. Avant de nous envoyer en apprentissage ou en alternance, nous voulons une vraie formation à la fois suffisamment générale pour ne pas être enfermés dans un seul métier et en même temps réellement qualifiante, c'est-à-dire reconnue dans les conventions collectives. Pour avoir un réel droit à une telle formation pour tou-te-s, un pré-salaire d'autonomie à hauteur du SMIC pour tous les jeunes de 16 à 25 ans et qui serait financé en prenant sur les profits des capitalistes est indispensable. Nous refusons d'être fliqués, réprimés à tous les niveaux de notre vie : dans la rue, à l'école, dans la famille... Nous refusons toutes les mesures visant à mettre la société sous contrôle et à fliquer la jeunesse.

Notre stratégie dans les luttes

Pour mobiliser, il faut combiner un travail d'explication des réformes qui a sans doute manqué l'an dernier et des prises d'initiatives pour susciter AG, débrayages, ma-

nifs... Il faut s'appuyer sur les dates déjà existantes comme le 7 octobre pour appeler à des AG et des débrayages. Du niveau local au niveau national, il faut rencontrer les autres organisations qui interviennent dans la jeunesse pour tenter d'agir ensemble. Nous cherchons à construire des mouvements majoritaires qui seuls ont la possibilité de faire reculer le gouvernement. Dans chaque lutte nous devons pousser pour l'auto-organisation, la structuration à l'échelle locale et nationale, l'élargissement de la grève à d'autres secteurs. Nous cherchons à concurrencer l'orientation des bureaucraties syndicales et réformistes et nous tentons de faire émerger des directions alternatives pour les luttes pour défendre une autre orientation, fixer des rythmes de mobilisation, impulser une structuration des mouvements... Nous cherchons à expliquer la nécessité de chasser Sarkozy et son gouvernement par des mouvements de rue, par la grève générale.

1 – En direction des lycées

Malgré la mobilisation lycéenne de l'hiver dernier, Darcos n'a fait que reporter d'un an la réforme du lycée. Les rapports Apparü et Descoings font aussi de nouvelles préconisations pour une augmentation de la sélection, une orientation encore plus précoce vers des filières professionnelles, une individualisation du bac et un financement des lycées sur projets incluant des partenariats public/privé. Le projet du gouvernement reste bien une transformation en profondeur du lycée dont l'objectif est de former une majorité de futur-e-s salarié-e-s plus rapidement rentables sur le marché du travail et sans garantie collective. Les axes de la Réforme Darcos sont maintenus par Luc Chatel : autonomie et mise en concurrence des établissements, sélection déguisée en « orientation », individualisation des parcours...

C'est ce qui a commencé à être mis en place dans les 123 lycées « test », sélectionnés par le Ministère en juin 2009, qui bénéficient de meilleurs budgets, car ils ont accepté le jeu de la concurrence, et expérimentent des éventuels aspects de la future réforme (orientation, rapprochement avec les entreprises, mise en place de disciplines propres à un lycée...). Dans le même temps, le dégraissage continue avec l'objectif de supprimer 80 000 postes de profs d'ici 2012. La nouveauté est l'offensive sécuritaire particulièrement importante qui est menée sur les lycées pour détourner l'attention des vrais problèmes, mais aussi pour briser les résistances : portiques de sécurité, fouilles de sacs à l'entrée des lycées, vidéosurveillance...

C'est sur ces questions que nous devons tenter de déclencher des mobilisations. Le mouvement de l'an dernier nous a prouvé qu'il existait un certain répondant. Les suppressions de postes permettent de faire le lien avec les revendications des profs et il est clair qu'il existe une sensibilité particulière de la jeunesse contre le flicage et la volonté d'encadrement.

Le rôle du NPA doit aussi être d'expliquer la cohérence des attaques du gouvernement, la crise du système capitaliste et proposer des perspectives politiques de renversement de ce système. C'est pourquoi, sur les lycées, nous distribuons des tracts du NPA et organisons des réunions publiques autour de ces thématiques.

2 – En direction des étudiant-e-s

Sur les universités, la politique libérale continue de s'appliquer malgré les résistances. La LRU révèle son vrai visage : partenariats public/privé, financements sur critères de performance, décret sur le statut des enseignants-chercheurs, augmentation de la sélection, multiplication des diplômes professionnalisant.

Le gouvernement n'a pas renoncé à la réforme sur le recrutement et la formation des enseignant-e-s entraînant le passage des concours à bac +5, la disparition du statut d'enseignant-e-stagiaire. La logique est une soumission accrue du contenu des diplômes aux besoins immédiats des entreprises, un mouvement de déqualification des diplômes qui offriront moins de garanties collectives aux futur-e-s salarié-e-s pour fabriquer des salarié-e-s toujours plus précaires et moins coûteux. La crise provoque le développement de la pauvreté chez les étudiant-e-s qui est aussi utilisée comme un moyen de sélection. Dans ce système, seule une minorité franchira la sélection qui donnera accès à des diplômes de qualité. Maintenant, pour les étudiant-e-s, la vie se résume à : « précaires aujourd'hui, précaires toute la vie ». Malgré la défaite, le mouvement de l'an dernier a laissé des traces. L'opposition aux réformes et à cette vision de l'université est maintenant majoritaire parmi les enseignant-e-s, les personnels et les étudiant-e-s. Même, si on ne peut pas reprendre la mobilisation là où on l'avait laissée, il faut utiliser ce sentiment pour chercher à déclencher de nouvelles mobilisations : travail d'information, prise de contact et réunions unitaire avec les autres forces étudiantes, s'appuyer sur les journées de mobilisations déjà prévues pour susciter des AG.

3 – En direction des jeunes travailleur-euse-s

La jeunesse ouvrière est touchée de plein fouet par la crise. Dans les boîtes, les premiers emplois supprimés ont été les postes d'intérimaires, les CDD, les temps partiels, postes que les jeunes occupent majoritairement et particulièrement les jeunes femmes. Pour les jeunes qui entrent sur le marché du travail, la précarité est de mise : chômage des jeunes à 21%, 80 000 jeunes chô-

meur-euse-s de plus cette année, aucune aide pour les moins de 25 ans (allocations chômage, RMI,...). En direction des jeunes travailleur-euse-s, nous menons une campagne autour des thèmes du chômage et de la précarité dans laquelle nous réclamons : un CDI pour tou-te-s, la titularisation de tou-te-s les précaires, pas un salaire en dessous de 1500 euros, l'accès des jeunes aux minima sociaux, l'interdiction des stages. Avec le bulletin national jeunes travailleur-euse-s, nous essayons de développer une activité en direction des lieux de concentration des jeunes travailleur-euse-s comme les centres de formation d'apprenti-e-s et en direction des entreprises qui emploient quasi exclusivement une main d'oeuvre jeune (restauration rapide, centres d'appels...). Nous aidons aussi les militant-e-s du NPA à développer une intervention syndicale sur leur lieu de travail qui leur permette de mener des batailles concrètes sur ces questions.

B – Des campagnes de tout le NPA

Un certain nombre d'axes d'intervention du NPA ont un écho particulier dans la jeunesse : nous devons les développer en cherchant à construire à la base des cadres militants permettant de faire de ces campagnes de véritables campagnes de mobilisation. Tout au long de l'année, nous devons développer une orientation et une intervention sur ces thèmes dans l'ensemble de nos milieux d'intervention en cherchant quand cela est possible à construire des cadres militants unitaires et de masse.

1 – Campagne sur l'écologie : préparons le sommet de Copenhague !

Nous cherchons à construire des échéances militantes, c'est pourquoi nous mobilisons pour la manifesta-

tion internationale qui se déroulera à Copenhague le 12 décembre 2009. Nous participons au collectif unitaire jeune urgence climatique pour la justice sociale.

2 – Campagne pour les droits des femmes : préparons la manifestation du 17 octobre, construisons les échéances féministes !

L'année 2009/2010 est marquée par un agenda féministe le plus important depuis longtemps. Elle doit être l'occasion, à travers les dates du 17 octobre, du 25 novembre, du 8 mars et de la Marche Mondiale, de développer cette thématique tout au long de l'année, à travers des débats, meetings, réunions publiques sur l'oppression des femmes, les inégalités salariales, les violences... et en l'intégrant dans l'ensemble de nos interventions.

3 – Activité contre la guerre et l'impérialisme

Les deux questions sur lesquelles nous pouvons et devons intervenir prioritairement sont la Palestine et l'« Afpak » (Afghanistan – Pakistan). La Palestine car la résistance du peuple palestinien est un obstacle majeur au contrôle de l'ensemble d'une région stratégique pour l'impérialisme, et parce qu'il y a une identification de millions



de gens à la lutte palestinienne. Le NPA est investi dans la campagne BDS, nous devons développer avec d'autres forces cette campagne dans la jeunesse. L'Afghanistan – Pakistan devient le principal front pour l'impérialisme US et pour l'impérialisme tout court. La revendication de retrait des troupes françaises d'Afghanistan est fondamentale. L'impérialisme frappe également d'autres régions. Par exemple, la campagne internationale « Tamil solidarity » notamment contre les camps de concentration au Sri Lanka est une autre des batailles sur laquelle nous devons nous investir. Nous devons également chercher à développer une intervention contre la « Françafrique » et l'impérialisme français en Afrique. Nous sortons un matériel contre la guerre, les occupations militaires et l'impérialisme français dans le courant de l'année.



4 – Activité contre l'oppression des LGBTI

Nous combattons le patriarcat et l'ensemble des oppressions de genre. Nous devons investir les échéances du type Marche des fiertés, journée contre l'homophobie, Existrans,... Il est nécessaire de développer un certain nombre de revendications et d'analyses sur ces questions mais aussi de faire un travail de formation sur les questions LGBTI. Il faut également dénoncer les oppressions au quotidien, comme lors des dons du sang ou des journées de prévention contre les IST/MST et en participant aux cadres de masse qui les combattent.

5 – Contre le Racisme et les violences policières

L'offensive raciste et sécuritaire du Gouvernement est particulièrement importante dans la jeunesse : portiques dans les lycées, lois « anti-bandes » et « anti-cagoules », contrôles aux faciès, bavures policières, chasse aux sans-papier-ère-s... La jeunesse est particulièrement sensible aux sentiments antiracistes et contre la répression. Dans l'ensemble de notre intervention, nous combattons toute forme de racisme et de discrimination ainsi que toute forme de répression, flicage et politique d'encadrement de la jeunesse. Nous construisons et développons

des cadres unitaires et larges sur la question des sans-papier-ère-s, notamment jeunes, comme RESF et RUSF.

II – COMMENT SE CONSTRUIRE DANS LA JEUNESSE ?

A – Quelles interventions dans la durée ?

1 – Intervention en direction des lycées

L'intervention lycéenne est fondamentale. Les lycéen-ene-s se distinguent par une radicalité particulière, une capacité à se mobiliser très fréquemment, ainsi qu'une

facilité à s'identifier aux idées radicales car les lycéen-ene-s sont moins formaté-e-s par la société capitaliste, moins affecté-e-s par les défaites passées. De plus, gagner des lycéen-ene-s au NPA, c'est la garantie d'un renouvellement de l'organisation.

C'est pourquoi chaque comité doit chercher à intervenir sur au moins un lycée par des diff's régulières, l'organisation de réunions publiques... Un effort particulier doit être fait en direction des lycées professionnels. Nous devons chercher à structurer l'intervention lycéenne en développant des commissions lycéennes locales ou régionales qui regroupent les camarades lycéen-ene-s.

Du niveau local au niveau national, nous devons élaborer du matériel spécifique en direction des lycées : tracts, bulletin lycéen, analyses... Nous devons allier une activité de défense directe des intérêts des lycéen-ene-s (manque

de profs, exclusions d'élèves...) et une explication politique d'ensemble. Nous devons chercher à structurer des équipes de lycéen-ene-s qui soient en capacité de réagir, d'organiser des assemblées générales, de sortir des tracts, de faire de l'information et de mettre leur lycée en grève... La sortie d'un bulletin ou d'un journal du lycée peut faciliter cette structuration, en permettant de faire des réunions régulières et de discuter de la situation politique. Pour défendre les lycéen-ene-s au quotidien, pour lancer des batailles contre les attaques dans les lycées, pour reconstruire la conscience que pour être efficace il faut s'organiser collectivement, construire des cadres de masses est primordiale.

Aujourd'hui, ils peuvent prendre la forme de comités de mobilisation qui tendent à être permanents et/ou de syndicats lycéens. Le plus important est que nous défendions la même orientation quel que soit le cadre.

Seul une mobilisation massive des lycéen-ne-s avec des fortes structures d'auto-organisation qui perdurent après le mouvement permettrait de construire un syndicat lycéen de masse le plus unifié possible.

L'expérience de la construction de comités NPA lycéens prouve que c'est un cadre efficace. Directement sur les lycées, ils permettent de faire venir régulièrement les lycéen-ne-s en réunion et sont un cadre adéquat pour discuter de l'intervention sur les lycées. Notre objectif doit être de construire de nouveaux comités lycéens partout où cela est possible.

2 – Syndicalisme étudiant et travail de masse

Dans l'ensemble de nos secteurs d'intervention, nous devons chercher à intervenir dans des structures permanentes qui regroupent différents courants, organisations ou orientation et qui cherchent à s'adresser à la majorité, pas simplement à des jeunes déjà radicalisé-e-s. Sur les universités ce sont les syndicats étudiants ou des cadres unitaires type RUSF... Le syndicalisme est fondamental dans notre stratégie pour construire des mobilisations massives. Il s'agit par ce biais de s'adresser à tou-te-s les étudiant-e-s, de mener une activité quotidienne et de faire la démonstration de la nécessité de l'organisation collective en réglant des problèmes de la vie quotidienne des étudiant-e-s comme des problèmes d'inscriptions, des problèmes d'examen... Faire du syndicalisme participe à la reconstruction de la conscience de classe, de la conscience de la

nécessité de s'organiser et de lutter collectivement. Dans l'ensemble des universités où nous sommes implanté-e-s, nous devons développer une intervention syndicale étudiante régulière. Nous pensons que le moyen le plus efficace d'entraîner le plus largement dans l'action est de rassembler l'ensemble des forces qui sont prêtes à agir sur une université. C'est pourquoi nous poussons à la réunification syndicale. Nous prenons des initiatives unitaires en ce sens. Mais dans les syndicats, nous combattons les directions qui freinent les mobilisations et cherchons à convaincre d'une autre orientation. Quelle que soit la structure syndicale dans laquelle nous militons, nous cherchons à nous coordonner entre jeunes du NPA pour défendre une orientation commune. Pour renforcer sur la durée la combativité étudiante, le NPA cherche à se développer et à structurer autour de lui un important milieu militant. Cela passe par une apparition politique régulière (diffusions, collages, tables, presse, réunions publiques, meetings, etc.) sur des thèmes variés et adaptés mais aussi par la conquête de nouveaux lieux (facs, IUT). L'apparition propre du NPA doit ainsi gagner en quantité et en qualité afin d'en faire une force politique et un atout majeurs pour les luttes.

3 – En direction des jeunes travailleur-euse-s

Même si c'est sans doute le secteur de la jeunesse dans lequel il est le plus difficile d'intervenir, parce que les jeunes travailleur-euse-s sont les plus précaires, et qu'il existe peu de grandes concentrations de jeunes travailleur-euse-s, il est important de chercher à développer cette intervention. Pour cela, chaque comité doit essayer d'intervenir sur un Centre de Formation et d'Apprenti-e-s, sur un Foyer de Jeunes Travailleur-euse-s ou sur une entreprise où il y a

une grande concentration de jeunes travailleur-euse-s (Mac Do, Quick, Pizza hut, centres d'appel...). Du niveau local au niveau national, nous devons développer des bulletins jeunes travailleur-euse-s en répondant à la fois aux préoccupations spécifiques des jeunes travailleur-euse-s (droits des apprenti-e-s et des salarié-e-s...) mais aussi en faisant le lien avec le reste de la jeunesse et des travailleur-euse-s. Dans l'ensemble des entreprises où des camarades jeunes travailleur-euse-s sont implanté-e-s, nous devons chercher à développer une intervention syndicale et à structurer des Commissions jeunes dans les organisations syndicales dans lesquelles nous sommes implanté-e-s. Les militant-e-s jeunes doivent participer aux diffés devant les entreprises quand cela est possible, même si cela ne doit pas empêcher de mener le travail dans leur milieu.

4 - En direction des quartiers populaires

Les « principes fondateurs » adoptés par le NPA soulignent que « l'oppression capitaliste est particulièrement présente dans les quartiers populaires où sont concentré-e-s des habitant-e-s défavorisé-e-s souvent en partie d'origine émigrée, discriminé-e-s, stigmatisé-e-s, victimes des violences policières ». Par ailleurs, les révoltes de ces dernières années, notamment en 2005, après la mort de Ziad et Bouna à Clichy-sous-Bois, ont montré la radicalité qui s'exprime dans les quartiers. C'est à ce titre qu'en tant que secteur jeune du NPA, nous nous donnons pour objectif d'avoir une activité en direction des jeunes qui subissent des formes d'oppression qui sont propres à ces quartiers : racisme, conditions de logement, gestion sécuritaire des quartiers (contrôles au faciès, répression), zones franches...

Intervenir seulement sur les lieux

de travail ou d'étude des jeunes ne permet pas de nous saisir de ces problématiques, d'avoir un discours politique qui réponde véritablement à ces oppressions qui dans les quartiers se croisent et s'amplifient entre elles. Pour construire une riposte face à ces logiques, il ne suffit pas de travailler à notre implantation dans les lycées ou les CFA, en plus de cela, il faut développer une activité régulière qui s'adresse aux jeunes sur la base de ces problèmes largement spécifiques aux quartiers. Nous ne devons pas apparaître comme « donneurs de leçons », et cette intervention doit reposer sur des jeunes qui y vivent. Sur toutes les questions sur lesquelles nous pouvons intervenir (anti-guerre, violences policières, racisme, logement...), nous devons favoriser la constitution de cadres auto-organisés en s'appuyant sur les forces qui existent. Il s'agit donc pour nous d'intervenir dans l'ensemble de la jeunesse et en particulier dans les lieux qui concentrent ses couches les plus défavorisées.

B – Construction du NPA

1 – Organiser la nouvelle génération militante

Depuis une dizaine d'années, on assiste à une vague de résistances sociales et de radicalisation. La jeunesse scolarisée ou travailleuse est aux avants postes de ces mobilisations. Cette remontée des luttes ne s'accompagne pas automatiquement de l'augmentation du niveau d'organisation des jeunes et des travailleur-euse-s. Il existe un décalage important entre le niveau des luttes et le faible niveau d'organisation. Si la fondation du NPA a permis de faire un pas, ce décalage perdure. Les trahisons et magouilles des organisations de la gauche traditionnelle ont laissé des traces. Il existe toujours une défiance à l'égard des organisations politiques

et syndicales qui sont souvent qualifiées par les jeunes de « tous pourris ». Cette défiance et la démoralisation liée aux défaites ont tendance à renforcer des courants comme les autonomes. Dans notre intervention militante, nous ne pouvons pas nous contenter d'être les meilleurs constructeur-ctrice-s de la grève, nous devons également chercher à construire le NPA. Nous devons être capables d'expliquer l'utilité de s'organiser, en s'appuyant sur un programme d'urgence pour la jeunesse qui parte des préoccupations des jeunes tout en cherchant à expliquer la logique globale du système (voir partie III). Gagner des jeunes au NPA et construire de nouveaux Comités jeunes n'est en rien contradictoire avec la construction des mobilisations au contraire. Organiser les jeunes sur la durée et les gagner aux idées de l'anticapitalisme est un élément fondamental pour contribuer à renforcer le rapport de forces, pour donner aux luttes une orientation qui leur permette de remporter des victoires... Face à la crise et aux ravages du capitalisme, il existe des potentialités importantes pour gagner de nouveaux jeunes au NPA.

2 - Formation

La formation est indispensable pour être plus forts politiquement et pour permettre à tou-te-s les militant-e-s d'être au même niveau. Ce besoin de formation est d'autant plus important pour les jeunes pour qui l'engagement au NPA est souvent la première expérience politique. Nous incitons les jeunes à participer à l'ensemble des échéances de formation du NPA et poursuivons les expériences de stages de formation jeunes régionaux, départementaux...

Les comités, en plus de discuter de l'activité, doivent aussi être le premier cadre de formation et de discussion sur le fond mais aussi de

formation à l'ensemble des tâches techniques des militant-e-s.

3 – Rencontres internationales de jeunes

Chaque année, la IVème Internationale organise les Rencontres Internationales de Jeunes, camp de jeunes militant-e-s du monde entier. Les RIJ regroupent les jeunes des différentes sections de la IVème Internationale ainsi que des organisations sympathisantes et amies. Dans ce cadre là, nous invitons les jeunes du NPA à y participer comme étant une occasion d'échanger, de renforcer notre compréhension du monde et de vivre une expérience de l'internationalisme vivant.

III – DES MESURES D'URGENCE POUR LES JEUNES

Ces quinze mesures d'urgence constituent des pistes à partir desquelles une brochure de programme d'urgence pour la jeunesse sera élaborée suite à la CNJ :

- *Abrogation des réformes libérales de l'Education : Loi Fillon dans les lycées, réforme LMD, LRU, Pacte pour la recherche, Réforme dite des IUFM et de la Masterisation, Réforme de l'allocation des moyens... ; un budget à la hauteur des besoins, embauche massive d'enseignant-e-s et de personnels*

- *Un contrôle des jeunes sur leur formation et leurs conditions d'études*

- *Un pré-salaire d'autonomie (financé par les patrons) à hauteur du SMIC*

- *Interdiction des licenciements et des contrats précaires, un CDI pour tous y compris les jeunes*

- *Pas un salaire en dessous de*

1500 euros nets par mois, y compris pour les stagiaires, SMIC à 1500 euros nets par mois

- Police hors des facs, des lycées et des quartiers ; dissolution de la BAC et des polices municipales ; suppression des contrats locaux de sécurité et rétablissement des franchises universitaires ; amnistie de tou-te-s les inculpé-e-s des mouvements sociaux

- Gratuité des transports

- Avortement, contraception libres, gratuits et accessibles

- Droit à l'autonomie pour les jeunes LGBTI ; ouverture de foyers autogérés par les associations LGBTI pour les jeunes en rupture familiale

- Régularisation de tou-te-s les sans-papier-ère-s ; une carte d'étudiant = un titre de séjour ; non à l'expulsion des mineur-e-s ; liberté de circulation et d'installation ; suppression du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale

- Réquisition de tous les logements vides, construction massive de logements sociaux et plafonnement des loyers

- Interdiction du travail de nuit pour les mineur-e-s

- Abrogation de l'apprentissage à 14 ans. Pour une formation de qualité pour tous.

- Droit de vote à 16 ans

- Légalisation du cannabis et dé-pénalisation de toutes les drogues



STRUCTURATION DANS LA JEUNESSE

Six mois après notre congrès de fondation, l'enjeu est de renforcer l'intervention du NPA en direction de la jeunesse qui constitue un secteur très important dans les luttes. Nous devons faire en sorte que l'ensemble des jeunes trouvent leur place au sein du NPA et que les jeunes deviennent une préoccupation centrale de l'ensemble du NPA, nous devons renforcer le « profil jeune » du NPA dans nos campagnes et notre matériel. Nous devons faire que le NPA soit un outil utile dans les mobilisations de la jeunesse. C'est pourquoi, cette première CNJ doit nous servir à améliorer la structuration des jeunes dans le NPA, nos liens avec les autres secteurs du parti et notre intervention vers l'extérieur.

Le matériel

Durant la période du processus de fondation, le secrétariat jeune provisoire a commencé à élaborer du matériel un peu régulier dont les comités ont pu juger l'utilité et l'efficacité.

- La feuille de route : toutes les semaines ou tous les 15 jours, c'est une petite note sur la situation politique, l'actualité des attaques et mobilisations dans la jeunesse. Elle permet de donner des éléments à tous les comités sur les priorités d'activités à mener en direction des jeunes et de pouvoir défendre une orientation commune dans les mobilisations pour être plus efficace. Pour qu'elle prenne en compte la réalité de l'ensemble des comités, il faut qu'elle soit élaborée collectivement, elle doit retranscrire les discussions menées en secrétariat jeune ou secrétariat restreint. Sachant que plus il y a un aller/retour régulier entre les comités et le secrétariat, plus il est possible pour

l'organisation de se former une vision globale de la situation, de l'état des lieux des comités, et des tâches à accomplir. Il faut certainement songer à ce que les comités locaux envoient régulièrement des rapports sur les luttes au plan local et sur l'état des lieux de l'organisation, pour que la feuille de route intègre aussi ce genre d'éléments.

- Un tract hebdomadaire : tous les comités n'ont pas les forces ou les capacités de rédiger un tract chaque semaine pour aller diffuser sur les lycées, les CFA ou les facs. C'est pourquoi, l'élaboration d'un tract hebdomadaire par le secrétariat permet de faciliter la tâche des comités. La thématique du tract sera élaborée en fonction des priorités de la semaine, discutées en secrétariat. Ce tract doit aussi avoir le souci de développer notre projet alternatif de société en partant des mesures d'urgence à mettre en avant pour les jeunes. Bien sûr chaque comité a la possibilité d'élaborer ses propres tracts.

- Des bulletins sectoriels : nous nous fixons l'objectif de mettre en place un bulletin national lycéen et un bulletin national jeunes travailleurs qui soient élaborés par des militant-e-s de ces secteurs en lien direct avec leurs préoccupations. Ils sortiraient de manière mensuelle.

- Les affiches, autocollants et autre matériel tiré centralement : comme nous l'avons déjà fait dans la période de processus, il faudra élaborer des campagnes en direction de la jeunesse qui puissent être menées par l'ensemble des comités. Pour cela, il faudra élaborer des affiches, des plaquettes d'autocollants. Les axes des campagnes seront définis par les discussions en secrétariat jeune ou par les conférences nationales jeunes et avec les différentes instances du parti (comités locaux, CPN, CE).

Le parti doit aussi être un outil pour permettre à tou-te-s les militant-e-s de se former théoriquement. Nous devons rendre accessible des outils de formation aux jeunes qui ont peu de moyens financiers en élaborant des brochures de formation sur différentes questions ou en imprimant à bas coût quelques ouvrages de base.

En plus de ces outils de formation, nous travaillons sur l'élaboration d'un « Kit » pour les nouvelles militant-e-s en élaborant des fiches pratiques : comment organiser une réunion, comment rédiger un tract,...

Ces outils doivent permettre à chacun de trouver sa place dans le NPA en s'efforçant que tous les militant-e-s soient au même niveau.

- Un journal : nous devons discuter à cette première Conférence Nationale Jeune, d'un matériel qui nous permette de nous adresser à notre milieu, aux jeunes qui nous côtoient sur nos facs, nos lycées, nos lieux de travail, dans les mobilisations, mais qui soit plus long qu'un simple tract et qui permette de développer plusieurs thématiques. C'est aussi comme ça, que nous convainquons les jeunes de notre orientation, de la nécessité de renverser cette société et de s'organiser dans le NPA. C'est pourquoi nous devons réfléchir à la sortie d'un matériel type journal tourné vers les préoccupations des jeunes qui sera un complément du journal du NPA. Il s'agira de relayer les campagnes du NPA dans la jeunesse (campagnes du secrétariat jeunes ou campagnes de tout le NPA) Sans faire de division stricte, les tracts permettent de s'adresser plus aux larges masses, tandis que le journal devra sans doute être avant tout un outil pour discuter avec les jeunes intéressé-e-s par le NPA pour mieux leur faire connaître l'organisation

et leur donner envie de s'organiser avec nous.

- Internet prend une place de plus en plus importante dans l'intervention politique. Il existe un onglet « jeune » sur le site web national du NPA. Celui-ci doit être un des outils de communication des jeunes au sein du parti : relayer les campagnes, les RDV, publier le matériel... Une équipe devra se charger l'animation de cette page web pour la rendre dynamique et réactive.

La CNJ et une équipe d'animation

Une CNJ doit avoir lieu une fois par an, qui réunit des délégués des comités jeunes et des jeunes non structuré-e-s en comités jeunes, en tendant à la parité homme/femme, en proportion des militant-e-s présent-e-s dans les comités jeunes et en prenant en compte les différentes positions exprimées sur les questions jeunes ainsi que les secteurs d'intervention (facs, lycées, jeunes travailleurs, voire jeunes des quartiers populaires).

Durant le processus et depuis le congrès de fondation, un secrétariat jeune provisoire s'était mis en place qui a permis de centraliser les infos sur les jeunes dans le processus, qui a aidé à la construction de nouveaux comités et qui a élaboré du matériel d'intervention. L'enjeu de cette première Conférence Nationale Jeune est d'élire un nouveau secrétariat jeune national qui ne soit plus provisoire. Il faut que ce secrétariat soit de taille raisonnable (environ 30 et 40 personnes), élu pour 1 an, par la CNJ et ratifié par le CPN (comme le prévoient les statuts du NPA), en tendant à la parité hommes/femmes ou à la parité, représentant les secteurs d'intervention (lycées, facs, jeunes travailleurs) ainsi que les secteurs géographiques (équilibre RP/province) et les différentes sen-

sibilités politiques. Ce secrétariat se réunit au moins 5 fois par an, envoie à l'ensemble des comités jeunes le compte rendu de ses réunions et initiatives. Il est renouvelable à chaque CNJ. Il met en oeuvre l'orientation nationale jeune décidée par la CNJ, élabore le matériel jeune, assure le suivi national des comités jeunes en lien avec les grosses fédérations et coordonne leur activité. Son ordre du jour est envoyé en avance (15 jours) et il est préparé par des discussions dans les comités jeunes, qui remontent leurs positions sur cet ordre du jour en vue du prochain secrétariat. Enfin, le SNJ doit appeler à des réunions nationales jeunes, ponctuellement dans l'année, dès lors qu'une question stratégique doit être débattue et dès lors qu'une décision engageant tous les jeunes de l'organisation (et ne faisant pas consensus) doit être prise.

Comme prévu par les statuts, la Conférence Nationale Jeune fera une proposition de secrétariat jeune qui sera ratifiée par le CPN. Il se dotera aussi d'une structure plus restreinte (bureau de secrétariat) élue au sein du secrétariat jeune national. Elle se réunit tous les quinze jours ou toutes les semaines. Elle met en oeuvre « au quotidien » les décisions du secrétariat jeune dans le cadre du mandat général adopté en CNJ. Elle est en charge notamment et surtout de la sortie d'un tract A4 hebdo, d'une feuille de route régulière et des bulletins nationaux mensuels ou quinzomadaires en direction des lycées, des facs et des jeunes travailleurs, envoi de matériel et rappels des villes. Elle peut également réagir à l'actualité politique et sociale (communiqués de presse). Il lui est appliqué les mêmes critères de composition et de durée de mandat que le secrétariat jeune national.

Ce secrétariat devra travailler avec le CPN et le CE ainsi que les

différentes commissions sectorielles, en particulier la commission éducation nationale, enseignement supérieur recherche et la CILT avec lesquelles nous avons des terrains d'action communs. Au sein du secrétariat jeune, des camarades seront désigné-e-s pour suivre, faire le lien et participer aux autres commissions. De même ce suivi peut être décliné localement dans les sections.

Il est possible de décliner des secrétariats jeunes au niveau local, comme il en existe déjà. Ils servent à centraliser l'activité jeune à l'échelle d'une ville, département ou région, à mettre en place des campagnes locales, réfléchir à la construction...

Quels moyens matériels et financiers pour fonctionner ?

Dans le cadre des discussions sur le budget du NPA, il faudra qu'une enveloppe soit attribuée au secteur jeune pour son fonctionnement : remboursement des voyages des camarades qui viennent assister aux secrétariats jeunes, tirage et envoi de matériel... La CNJ doit faire une proposition chiffrée de budget prévisionnel pour l'année qui vient, proposition qui pourra être affinée par le secrétariat et discutée avec le CPN et son exécutif.

La présence de permanent-e-s étant indispensable pour effectuer des tâches centrales, la CNJ propose que 2 demi-permanent-e-s minimum soient mis en place pour le travail jeune.



La grève générale

E. Mandel

Si nous traitons de la grève générale, c'est parce que nous croyons que la grève générale est le modèle le plus probable de la révolution socialiste dans les pays impérialistes. Ceci n'est évidemment pas le seul modèle possible; cela présuppose un certain nombre d'hypothèses de départ confirmées, à savoir l'absence d'une guerre mondiale dans les années à venir, l'absence d'une victoire du fascisme ou d'une dictature militaro-semi-fasciste dans les pays impérialistes, le maintien en gros des rapports de forces tels qu'ils sont actuellement établis entre les salariés et le Capital dans ces pays. Rapports de forces qui sont écrasants en faveur de la classe ouvrière comme on ne les a jamais connus dans le passé, c'est-à-dire que 80 à 85 et dans certains pays 90% de la population est composée de salariés.

Ces hypothèses de départ ne sont évidemment pas garanties pour toujours. Les camarades savent ce qui, au cours du Xe Congrès Mondial, a été dit et adopté par notre mouvement, mais pour autant que nous nous maintenons dans une limite de temps raisonnable, les années à venir pour lesquelles nous nous préparons, nous croyons que ces hypothèses de départ seront probablement maintenues. Et il y a non pas une spéculation mais un raisonnement, une logique interne dans l'adoption de ces hypothèses de départ: nous sommes convaincus qu'un changement qualitatif dans les trois domaines que j'ai indiqués plus haut n'est possible que s'il y a eu au préalable une défaite très lourde de la classe ouvrière.

Notre raisonnement est donc: cette défaite présuppose que la montée actuelle qui va vers une grève générale se termine négati-

vement. Et il est donc parfaitement justifié d'analyser au contraire quelles sont les possibilités pour que cette montée ouvrière, aboutissant à une grève générale, se termine par une victoire, évite cette défaite. Et il est donc aussi parfaitement justifié d'analyser les modifications des conditions qui permettent la transformation d'une grève générale en victoire des révolutions socialistes.

[...]

1. Qu'est-ce qu'une grève générale ?

Premier trait caractéristique d'une grève générale, et c'est peut-être le plus difficile à définir d'une manière tout à fait précise: qu'est-ce qui distingue une grève générale d'une simple grève large? C'est difficile parce que, d'une manière purement quantitative, on ne peut pas répondre à la question. Une grève générale n'est évidemment pas une grève à laquelle participent tous les ouvriers ça n'a jamais existé et ça n'existera jamais! Et attendre que le dernier ouvrier participe à la grève pour l'appeler grève générale est absurde. Nous avons parlé de la grève générale en Belgique en 1960, à juste titre: disons qu'il y avait un million de grévistes, c'est le chiffre que nous avons avancé et je crois qu'il est quelque peu exagéré. Manifestement en Belgique, il y a plus d'un million d'ouvriers, il y en a deux millions et demi, Néanmoins le terme était parfaitement justifié.

Où se sépare une grève générale d'une grève simplement large?

Quelques unes des principales caractéristiques sont:

a) qu'elle est largement interprofessionnelle non seulement dans la participation mais aussi dans les buts.

b) qu'elle déborde très largement du secteur privé incluant des

éléments décisifs de tous les travailleurs des services publics, de sorte qu'elle paralyse non seulement les usines mais aussi toute une série d'institutions de l'État: chemin de fer, gaz, électricité, eau, etc.

c) et que l'atmosphère, c'est insaisissable mais c'est peut-être le facteur le plus important, qui est créée dans le pays est une atmosphère d'affrontement global entre les classes, c'est-à-dire que ce n'est pas un affrontement entre un secteur du patronat et un secteur de la classe ouvrière, mais que toutes les classes de la société ont l'impression que c'est un affrontement entre la bourgeoisie dans son ensemble et la classe ouvrière dans son ensemble, même si la participation des travailleurs à cette grève n'est pas à 100% ou à 90%.

Vous aurez peut-être remarqué que je n'ai pas ajouté une autre caractéristique qui est trop souvent ajoutée par des militants, par des théoriciens marxistes qui s'occupent de cette question. Je n'ai pas dit qu'une grève n'est seulement générale que si elle avance des revendications politiques. Pourquoi? Une grève générale est objectivement politique, du fait qu'elle implique un affrontement avec la bourgeoisie dans son ensemble et avec l'État bourgeois, mais il n'est pas nécessaire qu'elle en ait conscience dès le départ «Il y a un grand exemple historique en Europe, peut-être le plus grand jusqu'à mai 68, qui le confirme, qui est l'exemple de juin 36 où aucune revendication politique n'était avancée, où les ouvriers occupaient les usines et avançaient, apparemment seulement, des revendications de type économique (réduction des heures de travail, congés payés, etc., à la limite «contrôle ouvrier»), mais où Trotsky lui-même et tous ceux qui, avec un peu d'honnêteté, ont examiné ce mouvement, se rendaient bien compte du

fait que ces travailleurs réclamaient infiniment plus dans le fond que ce qu'ils étaient capables d'articuler. Et ce serait une très grave erreur de juger la nature d'une grève d'après la capacité d'expression consciente de ceux qui la portent à un moment déterminé.

Croire qu'une grève n'est seulement générale que si elle avance des revendications politiques, cela revient à dire «une grève n'est seulement générale que si ceux qui la dirigent et en expriment les revendications sont conscients de tout ce qu'elle implique». Cela restreint d'une manière très dangereuse l'application du concept de grève générale. La conclusion qui s'en dégage c'est que l'avant-garde révolutionnaire s'efforce dès le début du mouvement d'en exprimer la nature politique, les objectifs qui dépassent les objectifs économiques ou propres à tel secteur et que son effort de politisation doit être courant.

2. La grève générale passive.

Il y a quelques exemples de grève passive dans l'histoire, et même parmi les plus éclatants: la plus grande grève générale qu'on ait jamais connue en Europe occidentale, la plus efficace, est la grève générale de la classe ouvrière allemande contre le putsch du général Kapp en 1920, qui a été absolument totale dans son efficacité, dans son effet, qui a arrêté toute la vie économique et publique, était passive: les ouvriers n'ont pas occupé les usines, ils sont rentrés chez eux, sauf dans quelques régions et quelques cas exceptionnels.

Il faut bien distinguer une grève générale largement passive dans laquelle les ouvriers se limitent à arrêter le travail d'avec une grève générale avec occupation d'usines,

qui est évidemment un énorme pas en avant (je laisse sur le côté les aspects économiques, j'y reviendrai dans un instant) parce qu'elle permet de rassembler la force de la classe. Une grève générale passive est une grève qui disperse la force de la classe: chaque ouvrier va à la maison. On ne peut plus le toucher, ni lui parler.

Une grève générale avec occupation veut dire des centaines de milliers ou, selon la dimension du pays, des millions d'ouvriers qui sont ras-



semblés dans les entreprises, à qui on peut parler tout le temps, qui ont une force et une cohésion de classe qui est évidemment qualitativement supérieure à celle d'une grève générale où chacun reste chez soi.

La conclusion est ici pratique: nous propageons d'une façon systématique, il suffit de lire notre presse d'ailleurs, l'idée de l'occupation et le modèle de grève général dont nous essayons de convaincre l'avant-garde est une grève générale avec occupation des usines. Je reviendrai par la suite sur des aspects organisationnels extrêmement importants qui découlent de l'

occupation et qui sont des anneaux décisifs pour transformer une grève générale avec occupation vers une plate-forme de départ pour une véritable révolution.

3. La grève générale active

L'idée de la grève générale active est aussi une idée d'origine anarcho-syndicaliste -il faut rendre leur dû à ceux qui le méritent -, mais on peut dire que les syndicalistes-révolutionnaires ont apporté en pratique très peu de démonstrations, d'applications à cette idée, sauf évidemment en Espagne pendant la révolution de 1936.

Que veut dire cette idée? Les travailleurs ne se contentent pas d'occuper l'usine en faisant la fête comme on l'a fait en France en juin 36 ou plus largement en mai 68, c'est-à-dire qu'ils ne font pas simplement des séances de discussions, de cinéma ou de jeu de cartes -c'est ce que nous avons vu quand nous sommes arrivés à Cockerill occupé par les employés (pour la première fois dans l'histoire de Belgique, il y avait une grève avec occupation des employés: décembre 71-janvier 72): ils ont accueilli une délégation officielle de la LRT; quand nous avons vu ces employés jouer aux cartes, nous avons quand même été un peu déçus. C'est bien d'occuper, mais c'est évidemment là le niveau le plus élémentaire de l'occupation.

Que veut dire au contraire «grève active»? Les ouvriers organisent eux-mêmes la production sous leur propre direction. Dans le passé, en dehors de l'expérience de la révolution espagnole de 36 qui n'était pas seulement une grève générale mais une véritable révolution, il y a très peu d'exemples. Il y a maintenant un tournant extrêmement important dans la classe ouvrière d'Eu-

rope occidentale: Lip en France, la Clyde en Angleterre, Glaverbel en Belgique montrent que des secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière commencent à s'ouvrir à l'idée que quand on occupe une usine, on peut faire plus que de l'animation culturelle ou de jouer aux cartes, qu'on peut organiser soi-même la direction, c'est un énorme pas en avant.

Et nous donnons tellement d'importance à ces exemples, non pas parce que nous croyons à la possibilité de construire le socialisme dans une seule usine, mais parce que nous croyons que ces exemples, aujourd'hui encore isolés, peuvent s'étendre et se généraliser en cas de grève générale. Et une grève générale où les travailleurs de toutes les usines font ce que les travailleurs de Lip ou Glaverbel ont fait, voilà quelque chose de totalement différent! C'est un niveau historique qualitativement supérieur à tout ce qu'on a connu dans le passé comme grève générale. Il faut cependant se méfier de tout raisonnement mécaniste et bien se rendre compte que le passage à la grève active part de points de motivations ou de conscience très différents. Le cas le meilleur est celui où cela exprime une volonté plus ou moins consciente des travailleurs de prendre en main les moyens de production, c'est-à-dire de détruire le capitalisme. Si cela se produit, nous sommes évidemment très heureux.

Mais il y a d'autres variantes possibles. Je voudrais en donner deux:

A. Le passage à la grève active peut être le résultat de ce qu'on pourrait appeler la logique interne de la grève générale, c'est-à-dire la simple volonté de mieux réussir la grève générale. C'est une motivation de méthode de combat, simplement pour rendre plus efficace la lutte, indépendamment de ses objectifs à plus long terme, que la grève active peut devenir néces-

saire. Je cite quelques exemples qui reviennent souvent dans les exposés et qui sont liés à l'expérience de mai 68 en France:

1) Il est manifeste qu'une grève générale des transports, qui est une grève passive, devient dans une très grande ville un facteur de désorganisation de la grève à partir d'un certain moment: si les métros, bus, chemins de fer de banlieue cessent de fonctionner dans une ville comme Londres, Paris ou Rome, cela veut dire que la classe ouvrière ne peut plus se rassembler, qu'il est impossible que des gens fassent 20, 30 ou 50 kilomètres pour se rassembler dans une manifestation. Alors l'idée peut naître, et doit être défendue par les révolutionnaires, qu'on maintient la grève générale des transports pour désorganiser et paralyser la vie économique bourgeoise; mais quand la classe ouvrière appelle à une manifestation centrale dans la ville, on fait fonctionner les transports pour amener les ouvriers à la manifestation et seulement à cette fin, et sous le contrôle du comité de grève qui veille à ce que les transports ne fonctionnent que dans ce but.

2) Autres exemple, supérieur dans la mesure où il touche au saint des saints de la société capitaliste: une grève générale des banques, caisses d'épargne, etc. C'est un instrument vital pour paralyser la vie économique bourgeoise mais si la grève se prolonge, une telle grève passive se retourne contre les ouvriers. En effet un grand nombre d'ouvriers ont leur petite épargne dans une caisse, dans les caisses d'épargne des organisations ouvrières (mutualités, coopératives) ou au compte-chèques et s'ils ne peuvent pas toucher cet argent, leur capacité de résistance financière se réduit. Dans une grève générale active, les employés des organismes financiers rouvrent les guichets à certain moments sous



le contrôle de leur comité de grève et donnent une certaine somme aux grévistes sur présentation d'un papier qui prouve qu'ils sont grévistes. Et c'est très important: cela veut dire que les employés commencent à administrer le système bancaire et financier.

B. Autre motivation de la grève active dans le cadre de la grève générale, elle découle de ce qu'on pourrait appeler la logique économique de la grève générale. Cette logique paralyse toute la vie économique. Mais toute la vie économique paralysée pendant longtemps (quelques jours n'est rien), pose des problèmes vitaux, immédiats pour les grévistes eux-mêmes. Prenons l'exemple le plus bête qu'on cite toujours: une grève générale absolument totale qui dure une semaine, cela veut dire qu'il n'y a plus de

pain, que les gens n'ont plus rien à manger. Évidemment, cela devient complètement «contraproducteur» comme on dit en italien. Il faut qu'à partir d'un certain moment des mécanismes commencent à jouer qui admettent, sous la direction des travailleurs, un minimum de fonctionnement pour que la survie physique de la classe ouvrière devienne possible. Les exemples marginaux ont déjà été appliqués qui sont connus et très importants: en Belgique, les ouvriers de Gazelco (gaz, électricité) ont depuis longtemps appliqué la règle qu'en cas de grève, ils contrôlent eux-mêmes la distribution du courant pour couper le courant aux entreprises, aux administrations publiques, banques, etc. et éviter que le courant ne soit coupé aux ménages, car cela risque de diviser la classe ouvrière, car la grève sera impopulaire dans certains secteurs de la classe ouvrière. Par contre s'il y a continuation de production, mais contrôlée par les grévistes qui assurent que l'effet de paralysie de la vie économique est maintenu sans que l'intérêt de la masse des consommateurs soit par trop perturbée, l'efficacité de la grève est fortement accrue.

Le même raisonnement a été appliqué pendant mai 68 à petite échelle, surtout dans les villes de Nantes - il ne faut pas sous-estimer l'importance de ces petits exemples

-, quand des comités de grève, des groupes d'ouvriers d'avant-garde ont voulu organiser le ravitaillement des grévistes en assurant un échange de produits avec les paysans, ce qui impliquait la reprise ou le maintien de la production, l'écoulement des stocks qui existaient, toutes sortes d'activités économiques, sous la direction des grévistes, pour avoir assez à manger.

On peut encore citer un cas marginal qui n'a pas encore d'importance pour le déroulement de grandes luttes ouvrières mais qui pour l'avenir, vu la tendance générale de l'évolution économique, peut devenir de plus en plus important, c'est ce qui est en train de se passer aujourd'hui en Angleterre avec la grève des infirmières. C'est une grève très délicate car c'est une grève des soins et des malades pourraient être mal soignés ou mourir: ce qui serait radicalement impopulaire aux yeux du très large public pour être utilisé par la bourgeoisie dans sa campagne contre le droit de grève, les syndicats, le militantisme ouvrier. Les infirmières ont donc dû chercher des formes de grève qui évitaient de nuire aux malades et qui en même temps montraient leur capacité de frappe! l'administration du ministère de la Santé. Une des solutions appliquées (il y a déjà eu d'autres cas du même genre qui se sont produits), c'était de faire la

grève du paiement, c'est-à-dire de soigner tout le monde mais de ne plus rien inscrire, ni tenir la comptabilité, ni faire payer qui que ce soit. Voilà qui est extrêmement populaire! Tout en ayant l'efficacité financière et de désorganisation administrative exigée! Un autre aspect, encore plus avancé c'est que dans certaines villes anglaises, des groupes d'ouvriers, entre autres métallurgistes et des transports, ont appuyé cette grève et ont proposé aux ouvriers de faire grève pour la cause de infirmières. Voilà un pas en avant très important dans la solidarité de classe!

Quelle est l'importance de tout cela? Pourquoi soulevais-je ces anecdotes? Non pas pour l'importance de celles-ci, nous ne croyons pas dans la percée de la conscience communiste dans un hôpital, à l'organisation du socialisme dans une seule usine, mais parce que nous croyons que la multiplication de ces exemples leur popularisation créent les conditions qui préparent leur généralisation en une de grève générale.

Et il faut préciser que nous n'avons pas encore connu une seule grève générale en Europe dans laquelle de tels exemples soient effectivement généralisés et que serait un changement total: il faut faire un effort d'imagination pour visualiser que serait une grève générale plus ou moins totale comme celle de mai 68 et de laquelle la plupart des secteurs de la classe ouvrière, au sens le plus large du terme appliqueraient toutes ces techniques: ce serait le début d'une révolution sociale. Et c'est pour cela que je mets en avant tous ces exemples assez anecdotiques fragmentaires. L'important n'est pas dans la fragmentation et dans l'anecdote mais dans la popularisation de l'exemple pour avoir une certaine tournure d'esprit. Une fois que des secteurs de plus en plus nombreux de la classe ouvrière



comprenne cette problématique, quelque chose de totalement nouveau peut naître et c'est à cela que nous nous employons.

4. Grève générale autogérée ou dirigée par l'organisations ouvrières traditionnelles.

Nouvelle problématique: faut-il une grève générale dirigée d'une manière plus ou moins bureaucratique par les organisations ouvrières traditionnelles ou une grève générale autogérée, c'est -à-dire qui dégage l'autonomie ouvrière par l'apparition d'organismes à la base qui dirigent la grève. Je n'insiste pas parce que les camarades connaissent cette problématique et que nous ne cessons de la développer dans notre propagande et même dans notre agitation quotidienne. Il faut bien insister sur un fait: ce n'est pas un parti-pris sectaire que nous faisons. Si nous agissons en faveur de la grève générale (et de toute grève: en général) gérée par les travailleurs eux-mêmes, ce n'est pas parce que nous n'aimons pas les dirigeants de la FGTB ou de la CSC. Même si la direction de la CGT ou de la FGTB était exclusivement composée de membres de la IVe Internationale, nous serions encore en faveur de formes autogérées des grèves parce que nous croyons que ce n'est qu'en créant des comités de grèves élus dans les entreprises, qu'en associant un maximum de travailleurs à la gestion de la grève qu'une grève générale peut réussir.

L'idée d'une grève générale dirigée par un petit appareil, un petit état-major au sommet qui pousse sur les boutons, même s'il est composé des gens les meilleurs du monde du point de vue politique, ce n'est pas seulement une idée utopique, c'est aussi une idée profondément fautive du point de vue politique, du point de vue social: elle ne correspond pas à une compréhension de ce qu'est la

classe ouvrière et la société bourgeoise; elle présuppose au fond la même confusion mécaniste des sociaux-démocrates de 1900 dont j'ai parlé précédemment, une simultanéité de toutes sortes de processus qui ne correspond pas à la réalité.

Pour qu'une grève de 10 millions d'ouvriers en France puisse vraiment réussir, il ne suffit pas qu'il y ait un état-major de 15,20 dirigeants géniaux au sommet, il faut aussi qu'il y ait une association maximum du plus grand nombre de combattants à la direction de cette grève, et ce à tous les niveaux; c'est comme cela que nous voyons surgir des organismes de dualité de pouvoir et aussi la possibilité d'une victoire de la révolution socialiste en brisant la division du travail entre les chefs et la masse que la bureaucratie a réintroduit de la société bourgeoise dans le mouvement ouvrier, et en reprenant l'idée de l'organisation soviétique -le fond de la pensée de Lénine dans «L'État et la révolution» sur l'organisation soviétique-, à savoir une organisation à laquelle le maximum de travailleurs, de gens du peuple est associé immédiatement, directement, sans division du travail, à la gestion quotidienne de leurs affaires.

Vous connaissez le modèle idéal que nous avançons:

1) Élection d'un comité de grève par une assemblée générale de grévistes.

2) Réunion régulière de cette assemblée générale qui a le droit et la possibilité de révoquer chaque membre du comité de grève,

3) Election de toute une série de commissions par le comité des grèves, plus larges que ses membres, pour associer un plus grand nombre de militants qui viennent à l'A.G. à toutes sortes de fonctions: propagande, ravitaillement,

finances, informations, animation culturelle, etc. Ce sont des choses dont on a déjà beaucoup parlé.

Il faut cependant se méfier du «schéma ultimaliste»: ce modèle idéal, nous ne réussirons vraisemblablement pas à le réaliser partout à la fois: cela présuppose la présence de militants révolutionnaires, un niveau de conscience assez élevé pour que de cette manière idéale, le modèle soit appliqué. Nous serions déjà très contents si, dans un très grand nombre d'entreprises, il y a élection du comité de grève. C'est déjà un pas en avant qualitatif.

Nous l'avons déjà dit souvent: si en mai 68, il n'y avait eu que l'élection de comités de grève - et leur fédération - dans toutes les entreprises, il y aurait eu le début de la révolution, il y aurait eu un changement qualitatif de la situation. Si nous poussons vers le modèle idéal, c'est parce que les avantages de ce modèle sont tout à fait évidents: cela représente les conditions optima pour l'organisation, l'auto-organisation et l'association d'un maximum de travailleurs à la direction de la grève et pour l'éclosion d'une situation révolutionnaire dans les conditions les meilleures pour la classe ouvrière.

On comprendra aussi le lien intime entre la poussée vers la grève active et l'auto-organisation de la grève. Il est manifeste qu'une grève active ne peut plus être dirigée par un secrétariat syndical ou un permanent: une ou deux personnes ne peuvent et ne savent plus organiser dans une usine la production, le ravitaillement, le lien avec les entreprises fournisseurs de matières premières, etc. C'est impossible: dès qu'on passe à la grève active on est obligé d'associer à la direction de la grève et à toute une série de décisions d'autorité un grand nombre de travailleurs. La grève active

en elle-même est un stimulant très puissant de l'auto-organisation de la grève comme le montrent les exemples de Lip, Glaverbel-Gilly et pas mal d'autres au cours des derniers mois.

5. Des comités de grève aux conseils ouvriers

Le comité de grève-même le comité central de grève, j'y reviendrai parce que ça a été la polémique avec les camarades lambertistes en France en mai 68 -ne déborde pas encore le domaine d'une grève, c'est-à-dire d'une contestation potentielle et non pas encore réelle du pouvoir politique (d'État) de la bourgeoisie.

Comment passer de comités de grève aux conseils ouvriers? Quelle est la distinction qualitative entre eux, même si le conseil ouvrier naît 99 fois sur cent de comité de grève comme d'ailleurs le premier soviétique de Petrograd. Il y a deux éléments qui, jusqu'ici, sur la base de l'expérience historique -et il faut être prudent parce que l'expérience de l'avenir peut être plus riche que celle du passé -semblent déterminants dans cette transformation:

1) la fédération, c'est-à-dire rompre le fractionnement du germe du pouvoir ouvrier qui naît au niveau d'une usine: Lip n'est pas la contestation de l'économie bourgeoise ou de l'État bourgeois dans son ensemble. Mais 50 Lips qui se fédèrent, qui débordent deux ou trois branches industrielles, voilà qui est qualitativement différent! Surtout si cela implique en partie le système bancaire, l'électricité, les transports publics, etc.

La fédération horizontale ou verticale, c'est-à-dire dans une ville ou dans une branche industrielle -la ville est plus importante que la branche parce qu'elle tend à accentuer le caractère contestataire -,

implique par sa logique une transformation de ces comités de grève en organes de dualité de pouvoir si cette fédération dépasse un certain niveau.

2) le second élément, qui est simplement contenu comme possibilité dans la fédération mais n'est pas encore réalisée, est aussi indispensable: ces organes de fédération de comité de grève assument des pouvoirs qui dépassent les pouvoirs de gestion de la grève.

Un comité central de grève qui se limite à organiser la grève, à distribuer l'argent ou le ravitaillement aux grévistes et à éditer un journal



d'agitation de la grève peut à la rigueur être encore compatible avec un pouvoir non partagé de la bourgeoisie. Cela devient difficile, c'est un cas limite, mais on peut encore se l'imaginer. Mais un comité central de grève qui assume des pouvoirs au-delà de la seule organisation de la grève, qui commence à organiser la production, à organiser la distribution de crédit ou de finances à partir des banques, à organiser les transports publics, la distribution de l'électricité, qui assume en un mot des pouvoirs de fait, un tel comité

de grève n'en est plus un mais est devenu un conseil ouvrier, un organe de pouvoir qui commence à fonctionner.

La naissance d'un organisme de dualité de pouvoir se manifeste par le fait que des pouvoirs qui, dans la société bourgeoise, sont normalement exécutés soit par la bourgeoisie et ses instruments, comme le système bancaire, soit par l'État bourgeois, commencent à être assumés par ces organes. Cela peut être minimal; tout le monde connaît l'anecdote que je me suis évertué à répandre en Europe, sinon dans le monde, et pour laquelle les camarades liégeois m'en veulent énormément: la direction liégeoise de la FGTB qui, dans les deux grèves générales de 1950 et 1960, organisait la circulation automobile dans la ville de Liège et interdisait la circulation de voitures et de camions sans un tampon de la FGTB, assumait de fait un pouvoir public. Les camionneurs reconnaissaient ainsi un pouvoir public d'origine ouvrière qui est totalement différent du pouvoir d'État bourgeois. C'est extrêmement embryonnaire, mais réel.

Encore une fois, l'anecdote importe peu; ce qui est important, c'est de transmettre des exemples pareils dans la mémoire et l'imagination collective de la classe ouvrière, c'est de faire prendre un pli à la structure mentale parce que ce genre d'exemple peut être multiplié, généralisé dans la prochaine grève générale et aura une importance colossale pratique pour faire naître vraiment des conseils ouvriers, des organes de pouvoir de la classe ouvrière opposés aux organes de pouvoir de la bourgeoisie.

6. Dualité de pouvoir économique et dualité de pouvoir politique.

Traditionnellement, le concept

de dualité de pouvoir a été considéré -et l'école «zinovievo-stalinienne» a exercé une très grosse influence à ce propos dans le mouvement ouvrier - exclusivement comme un concept politique. Les camarades maoïstes en sont aujourd'hui le produit caricatural. Ils ont un schéma simpliste et absolument transparent: «les trotskystes n'ont pas compris que les soviets existent seulement dans une situation révolutionnaire et que ce sont des organes du pouvoir révolutionnaire. Aujourd'hui, il n'y a pas de situation révolutionnaire donc bavarder aujourd'hui sur le contrôle ouvrier, sur la dualité de pouvoir, c'est parler dans le vide, ou pire encore, c'est faire du réformisme», etc.

Nous comprenons ce qu'il y a de caduc dans ce raisonnement: cela évacue totalement la situation la plus caractéristique d'une lutte ouvrière s'étendant et se généralisant, à savoir une situation révolutionnaire, et la manière dont les révolutionnaires peuvent et doivent intervenir dans une situation pré-révolutionnaire. Derrière le concept maoïste, il y a en réalité la vieille tradition fataliste, mécaniste, kautskyenne et anti-léniniste d'une situation révolutionnaire qui tombe du ciel, qui est déterminée par les conditions objectives sur lesquelles l'action de l'avant garde ouvrière ne peut avoir aucun effet.

Au contraire, nous prétendons qu'en poussant à des expériences de contrôle ouvrier, en généralisant le contrôle ouvrier, en généralisant la transformation de comités de grève en conseils ouvriers, nous transformons par cette intervention une situation pré-révolutionnaire en situation révolutionnaire, nous servons de facteur de cristallisation, de catalyseur pour la naissance d'une situation révolutionnaire. Et Trotsky a eu, concernant l'Allemagne au début de la grande crise économique,

une pensée plus audacieuse et plus rénovatrice: «Nous devons éviter d'identifier la dualité de pouvoir et les organes de la dualité de pouvoir d'avec les soviets de type classique qui sont venus de la révolution de 1917. Il n'est pas exclu que, dans la situation concrète de l'Allemagne de 1930, les conseils d'entreprise (organes légal dans le cadre de la constitution bourgeoise de Weimar - E.M) dominés par les syndicats, pourraient devenir objectivement un organe de dualité de pouvoir».

Pour le moment, nous devons avoir l'esprit assez ouvert à ce propos. Il est certain que l'identification de dualité de pouvoir avec des organes soviétiques exactement du même type que ceux de la révolution russe ou la révolution allemande serait une erreur à ne pas commettre. Il y a eu au moins un exemple historique à grande échelle: les comités de milice en Espagne en juillet 36, qui étaient des organes: dualité de pouvoir absolument évidents et d'une autre origine, d'une autre position que les soviets. Et, je prends l'exemple le plus probable, on ne peut exclure qu'en Grande-Bretagne, vu la particularité de la structure du mouvement ouvrier anglais, des organes d'un type assez différent du soviet classique puisse jouer le rôle d'organes de dualité de pouvoir.

Nos camarades anglais s'appuient sur ce qui devient une constante aujourd'hui, du moins sur le plan local, en Angleterre: chaque fois qu'il y a une situation de lutte très tendue au niveau local des organismes de front unique «ad hoc» naissent qui rassemblent les délégués d'usine les plus combattifs, pas nécessairement tous, qui rassemblent les sections syndicales les plus combattives de l'endroit pas nécessairement toutes, qui rassemblent parfois les sections locales du parti travailliste, pas nécessairement toutes, et qui rassemblent des représentants d'organisa-

tions révolutionnaires localement implantées et influentes.

La preuve du pudding, comme on dit en Angleterre, c'est en le mangeant qu'on l'obtient. Si cet organe est capable de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière de l'endroit, cela correspond à la même chose qu'à un soviet local. S'ils s'agit simplement d'un organe qui rassemble l'avant-garde et qui mobilise 10 à 15% de la classe ouvrière, c'est un front unique de gauche (anticapitaliste comme nous dirions en Belgique). Nous ne devons pas exclure l'apparition d'organes de ce genre dans des pays où l'immense majorité de la classe ouvrière se trouve encore, d'une manière ou d'une autre, encadrée dans les organisations traditionnelles; c'est évidemment la condition pour qu'un type de rassemblement de ce genre puisse jouer de fait le même rôle qu'une structure soviétique.

Je voudrais souligner le fait que j'ai dit «organisé», que ce cas est très exceptionnel en Europe. Je crois qu'en dehors de l'Angleterre - peut-être la Suède, que je connais mal - il n'y en a pas; en France ce n'est certainement pas le cas. Si on devait rassembler tout ce que je viens de citer plus haut, dans la plupart des villes françaises, cela représenterait un tiers ou un quart de la classe ouvrière. Idem pour l'Italie, la Belgique. Cela présuppose un niveau d'organisation et d'encadrement de la classe ouvrière - non pas le fait de voter, mais le fait d'être organisé et de suivre l'appel de... - qui est tout à fait exceptionnel en Angleterre: dans la plupart des grands centres industriels, on peut pratiquement dire que toute la classe ouvrière, sous une forme ou sous une autre, est organisée dans les syndicats et le parti travailliste, dans la mesure où les syndicats sont dans ce parti. Et même pour l'Angleterre, si je donne le fond de ma pensée, je suis plutôt



d'avis qu'en présence d'une grève générale il y aurait des comités de grève élus qui surgiraient plutôt que des organismes de ce genre. Mais il ne faut pas totalement exclure une éventualité de ce type, parce qu'elle reste dans une certaine logique du mouvement ouvrier anglais.

La distinction est donc très importante entre des organes -qu'ils soient élus ou non, là n'est pas le point décisif -dont le rôle est d'assurer certains pouvoirs économiques et le fait de passer à la contestation du pouvoir de l'État bourgeois. Pourquoi ce problème est-il si décisif et si difficile? Parce que nous nous heurtons à la distinction entre une tendance objective et un certain saut qualitatif dans la conscience. On peut dire que par la force des choses, presque imperceptiblement, par la simple logique interne du mouvement, des ouvriers sociaux-démocrates ou éduqués dans le krouchevisme peuvent être entraînés, malgré eux, à faire toute une série de choses que j'ai décrites précédemment (points 1 à 4), y compris la grève active, y compris la réouverture des banques pour payer les grévistes. Mais il y a un point où cela devient difficile, sinon impossible: lorsqu'il faut faire un choix délibéré et conscient de se heurter, de nier les institutions de la démocratie bourgeoise. C'est ce qui a causé la perte de toutes les révolutions jusqu'à maintenant en Europe

occidentale.

Il y a un exemple classique, c'est le plus connu parce que c'est aussi le pays où les choses se font le plus brutalement: c'est le cas de l'Angleterre. Au moment où le mouvement ouvrier anglais avait sa plus grande force, juste après la Première guerre mondiale en 1921, lorsqu'il y avait la fameuse triple alliance entre les trois plus grands syndicats qui décidaient de faire grève en commun (métallos, mineur et transports) - qui aurait abouti à une grève générale infiniment plus puissante qu'elle de 1926, dans un contexte historique totalement différent - au moment où le mouvement des «shop-stewar» (de type semi-soviétique) était largement répand dans les usines anglaises, Lloyd Georges, le dirigeant le plus intelligent de la bourgeoisie anglaise, a appelé les trois principaux dirigeants des syndicats de la «triple alliance» chez lui et leur a dit: «Nous savons que vous êtes capables de paralyser tout le pays, nous savons que vous êtes beaucoup plus forts que nous et nous savons même que nous ne pourrions pas utiliser l'armée contre vous parce que la plupart des soldats refuseraient de marcher, mais vous devez faire un choix: Je représente la majorité de la nation, du parlement; si vous êtes prêts à faire une grève générale contre la majorité de la nation et du parlement, vous ne pouvez la faire que si vous êtes prêts à vous substituer à eux et à créer un autre pouvoir, une autre structure d'État que celle du parlement et du suffrage universel. Etes-vous prêts à le faire?» Je ne dois pas vous faire un dessin sur ce que ces bureaucrates syndicaux ont répondu, tout le monde a compris.

La traduction la plus tragique (en Angleterre on peut dire que c'est de la traî-comédie parce qu'il ne s'est rien passé - c'est ce que Lloyd Georges voulait) cette même logi-

que, c'est le cas de l'Allemagne où il y avait des conseils ouvrier dans pratiquement toutes les usines et toutes les villes, où il y avait quasi-effondrement de l'appareil d'État bourgeois (c'est-à-dire où le pouvoir était en fait entre les mains de la classe ouvrière) et où la majorité social-démocrate dans ces conseils ouvriers a décidé délibérément de convoquer des élections générales pour un parlement bourgeois et de transférer le pouvoir qu'elle avait à ce parlement bourgeois. Non seulement criminel, mais bête! Parce qu'ils étaient convaincus qu'ils auraient eu la majorité dans ces élections parlementaires. Ils ne l'ont même pas eu (44% des voix). Ils n'ont même pas transmis le pouvoir des conseils ouvriers à un gouvernement social-démocrate, mais à des partis bourgeois.

C'est ainsi qu'en trois mois, la révolution allemande a été liquidée (novembre 18-février 19): après la convocation de l'assemblée constituante de Weimar, il n'y avait plus de soviets. Ce point de non retour: transformer des conseils ouvriers qui ont commencé à assumer un certain nombre de pouvoirs économiques en organes qui délibérément contestent le pouvoir des institutions parlementaires démocratiques bourgeoises de l'État bourgeois, cela exige un saut qualitatif de la conscience; on ne peut pas amener la majorité des ouvriers à faire la révolution socialiste sans s'en apercevoir; c'est une illusion totale.

Il faut donc qu'il y ait une transformation décisive du niveau de conscience de la majorité de la classe ouvrière, d'un niveau réformiste à un niveau révolutionnaire ou semi-révolutionnaire, il y a une série de conditions propices pour cela:

1) accélération générale de l'expérience de la conscience des événements durant une période

révolutionnaire -ce qui n'est pas une mince affaire. Tout le monde connaît les formules de Lénine et Trotsky: «Pendant une révolution, les ouvriers apprennent plus en un jour que pendant un ou cinq ans d'une période non-révolutionnaire». Ils apprennent plus parce qu'il y a plus d'activités de masse -c'est évidemment ce qui caractérise une période révolutionnaire.

2) le rôle du parti révolutionnaire est tout à fait décisif dans ces circonstances. Il est inconcevable -et il n'y a aucun précédent - que la majorité de la classe ouvrière puisse acquérir une conscience anticapitaliste et révolutionnaire sans le rôle actif et dirigeant du Parti révolutionnaire. Et là encore, dans une période révolutionnaire, le Parti révolutionnaire peut se transformer et croître à un rythme infiniment plus rapide que dans une période de calme relatif.

3) Mais, aussi bizarre que cela puisse paraître, je donnerai quand même dans tout ce processus le rôle décisif à un troisième facteur: ce qui vient de l'ennemi.

La seule situation qui soit extrêmement difficile est la situation dans laquelle l'ennemi ne fait rien. Il y a un exemple historique: celui de la bourgeoisie italienne lorsque les ouvriers de l'Italie du nord ont occupé toutes les grandes usines de la région: la fameuse grande grève de novembre 1920. Et Giolitti, le premier ministre italien de l'époque, qui comme Lloyd Georges était un des dirigeants les plus astucieux de la bourgeoisie italienne, a dit: «Les ouvriers ont occupé les usines, ils sont armés (du moins ceux de Turin -E.M.): c'est une menace pour la survie de l'État. La seule chose utile que nous puissions faire, c'est de ne rien faire». Il faut espérer, en d'autres termes, qu'ils ne sauront pas eux-mêmes prendre les initiatives décisives pour un pas en avant

décisif'. C'est exactement ce qui est arrivé: il y a eu des réunions pendant 1,2,5,6 jours des directions des syndicats, de la direction du parti socialiste -les communistes étaient encore à l'intérieur du P. S. -, des conseils ouvriers: on a discuté de savoir sur quoi on allait mettre l'accent: contrôle ouvrier ou non, que va-t-on demander aux patrons, au gouvernement, etc. et le mouvement s'est épuisé par discussions internes, piétinements, paralysie, incapacité de prendre une initiative décisive pour faire la transformation que j'ai décrite plus haut.

Si la bourgeoisie italienne avait commis l'erreur de lancer sur les usines les bandes fascistes à ce moment-là, ou de commencer une répression militaire, il est presque certain qu'il y aurait eu la révolution: les ouvriers étaient armés, ils avaient la force matérielle pour prendre le pouvoir, pour riposter à n'importe quelle provocation venant de l'autre côté. Mais prendre eux-mêmes les initiatives, sans provocations, rompre eux-mêmes avec les institutions de la démocratie bourgeoise, ils n'en avaient ni la conscience, ni la volonté, ni la direction.

Et il faut tirer une conclusion très importante, contestée, mais se dégageant de toute l'expérience des grèves générales en Europe occidentale: il est décisif de faire en sorte que les organes de pouvoir ouvrier naissants de la grève générale subsistent, qu'il y ait une structure de dualité de pouvoir qui subsiste et qu'il y ait une période de dualité de pouvoir qui s'ouvre. Parce qu'à partir du moment où on réussit à les maintenir, il est presque inévitable que l'adversaire soit obligé de les attaquer, tôt ou tard et que les initiatives nécessaires pour la riposte puissent être préparées, centralisées d'une manière beaucoup plus efficace que si on réclame de ces ouvriers, qui viennent de faire un

saut en avant organisationnel colossal, de comprendre immédiatement aussi toutes les implications politiques et révolutionnaires de leur décision, chose qui est peu probable, du moins dans la majorité des pays où la classe ouvrière est sous l'influence réformiste ou néo-réformiste.

En d'autres termes, la variante la plus probable, c'est une véritable dualité de pouvoir; c'est-à-dire qu'existeront côte à côte pendant une période transitoire, et les conseils ouvriers -embryon de pouvoir soviétique -et le parlement et les institutions bourgeoises. Et il s'agira de savoir à quel moment, sous quelle forme et sous quel prétexte on amènera la majorité des travailleurs à rompre délibérément et consciemment avec les seconds pour s'appuyer sur les premiers.

Tout cela s'applique si les travailleurs sont en majorité encore sous l'influence de l'idéologie réformiste ou néo-réformiste. Si la majorité des ouvriers est déjà communiste, anticapitaliste, trotskyste, révolutionnaire, maoïste, etc. avant même que la dualité de pouvoir naisse, tout cela ne s'applique guère, les ouvriers transformeront leurs conseils ouvriers ouvertement en soviets et ils iront à la conquête du pouvoir. Mais c'est une éventualité extrêmement improbable dans la quasi-totalité des pays d'Europe, à la possible exception de l'Espagne, et encore, il faut être très prudent.

7. La centralisation.

Nous nous heurtons ici à un phénomène qui est d'une très grande importance psychologique et que, sans aucun doute, Lénine a sous-estimé quand il a voulu transposer sur l'Europe occidentale un certain nombre d'expériences de la révolution russe: la classe ouvrière d'Europe occidentale est centrali-

sée depuis très longtemps dans des organisations ouvrières, syndicales et politiques. Et quand le camarade Posadas venait en Europe et tapait sur le dos des ouvriers en leur disant: «Vous savez, vous devez apprendre à vous centraliser», il leur apprenait quelque chose qu'ils savaient depuis 75 ans.

Malheureusement, l'expérience que les ouvriers ont faite est double et au moins partiellement négative: la centralisation augmente incontestablement la force, mais la forme concrète de la centralisation a aussi renforcé la bureaucratisation; et plus une organisation de masse est centralisée aujourd'hui, plus elle est bureaucratique -il n'y a aucune exception à la règle dans toute l'Europe.

Or nous avons expliqué que dans une très large mesure, ce qui est justement positif dans une grève générale, c'est qu'elle va libérer des for-

ces d'autonomie ouvrière pouvant remettre en question le contrôle bureaucratique sur la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Il est presque inévitable que cette autonomie ouvrière sera caractérisée au départ par un degré non négligeable de décentralisation. C'est moins la révolte contre la bourgeoisie et son État que contre la bureaucratie. Mais les deux sont, par la force des choses, très intimement liés.

Ce qui veut dire que la centralisation de toutes les initiatives qui seront prises ne sera pas une chose aussi évidente que dans un discours de troskyste ou dans une école de cadres. Prenons un exemple sorti de la révolution espagnole (il faut souvent se référer à elle parce que c'est l'expérience la plus riche de ce que nous avons connu dans les pays impérialistes jusqu'à maintenant) : les organes de type soviétique créés spontanément par les travailleurs pendant les premiers jours de la révolution n'avaient même pas le même nom dans les différentes villes: en Catalogne, où le mouvement

était le plus avancé, ils s'appelaient en général «comité de milice» (pas partout); dans d'autres parties du pays, ils s'appelaient différemment: «comité de production», «comité local», «comité d'usine», «conseil ouvrier», «comité de front populaire», etc. Cela variait d'une ville à l'autre. Et le titre n'était pas seulement une question formelle, il recouvrait aussi une fonction différente, une composition différente, une auto-conscience différente des gens qui étaient dedans, de ce qu'il représentaient. Et fédérer tous ces comités dans les 24 heures en un Congrès national, non seulement c'était impossible, mais cela ne s'est pas fait et ce n'est pas un hasard!

Je voudrais indiquer quelques voies par lesquelles cette centralisation peut progresser:

I) Une voie très importante, c'est la voie économique ou économiste dont j'ai déjà parlé: dans la mesure où on passe à la grève active, il y a dans la logique de la grève active une force centralisatrice colossale que nous devons souligner. Il est impossible de commencer à produire dans une entreprise sans prendre contact avec les entreprises de transport, de matières premières, de distribution, d'énergie. Il y a là une force de centralisation et de coordination qui naît presque automatiquement. C'est un argument de plus pour indiquer l'importance du passage à la grève générale en début de processus vers la révolution socialiste.



2) Un autre facteur très important et que nous avons encore tendance à sous-estimer: la centralisation de la communication. Il y a aujourd'hui des centres nerveux de la société qui ne sont plus les mêmes que ceux d'il y a 60 ans. Ce n'est plus la gare; l'idée d'occuper la gare -qui était une idée logique pour les ouvriers de 1917- ne viendrait à personne aujourd'hui dans pas mal de pays. Les centres nerveux actuels, ce sont les centres de télécommunication, de radio, de TV et ce qui est lié: les imprimeries (qu'il ne faut pas sous-estimer, notamment celle où on imprime l'argent), banques, chèques-postaux, etc.

Si l'on voit ces quelques éléments, on voit des forces de centralisation qui peuvent naître dans une grève générale. Du point de vue de la possibilité d'une révolution socialiste, le tournant de la grève générale de mai 68 n'a été aperçu par presque personne: les premiers jours de la grève, toutes les entreprises étaient occupées et contrôlées par les travailleurs, y compris celles de télécommunication; il n'y avait plus à Paris une antenne de télécommunication qui n'était pas contrôlée par les grévistes -même celles du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de la Défense nationale. La seule intervention militaire que le gouvernement gaulliste a faite, ça a été pour dégager une antenne à Paris pour le ministère de l'Intérieur: une intervention de 100 CRS a suffi.

S'il y avait eu une autre direction à la grève -avec des si on peut évidemment faire beaucoup de choses -, s'il y avait eu une autre conscience chez les ouvriers, s'ils avaient compris l'importance décisive des choses, ils se seraient opposés à la saisie de cette antenne et il est inutile d'expliquer ce qui aurait pu naître

d'une telle résistance - victorieuse cela ne fait aucun doute.

Il faut comprendre que le degré de paralysie qu'une grève générale, qui prend des mesures de centralisation de cette nature, peut imposer à l'État bourgeois, est qualitativement supérieur à tout ce qu'on a connu dans le passé. Là apparaît un des aspects les plus saisissants de l'incompréhension de tous ceux qui font la critique unilatérale et fautive de la technologie contemporaine et la voient seulement comme une force d'oppression et d'exploitation -ce qu'elle est en régime capitaliste -,



qui ne comprennent pas qu'elle rend la société bourgeoise, parce que précisément technicienne, infiniment plus vulnérable que par le passé devant une action unanime et généralisée de tous les salariés.

Qu'était la répression bourgeoise il y a 50 ou 60 ans? C'était quelques milliers de soudards armés lâchés sur la population; il n'y avait à ce moment-là qu'une seule chose à faire: opposer les armes aux armes. Aujourd'hui, la société est beaucoup plus vulnérable; ce sont des unités hautement mobiles mais toutes reliées par radio, télex,

téléscripteurs etc. à un nombre fort réduit de centres nerveux. Saisissez toutes les antennes de télécommunication, coupez les possibilités de transmission et en un quart d'heure la centralisation passe dans le camp du prolétariat et de la révolution, et la contre-révolution est totalement décentralisée.

Pendant les premiers jours de la grève générale de mai 68 en France, on est arrivé à une situation où le ministre de l'Intérieur n'avait plus aucun moyen de communication avec les préfets. et la situation était poussée au grotesque parce que même les secrétaires, les dactylos, les employés de préfectures étaient en grève, c'est à dire que la question n'était même pas qu'il ne pouvait communiquer avec les préfectures mais que ceci ne servait à rien: il fallait communiquer directement avec le préfet ou un de ses adjoints parce qu'autrement ce n'était pas transmis.

L'importance de ces nouveaux centres nerveux que sont tous ces moyens de télécommunications pour faire passer la centralisation dans le camp ouvrier et pour paralyser le camp bourgeois et de la contre-révolution est très important à comprendre. La grève passive transformée en grève active dans ces domaines est une centralisation automatique. Imaginez-vous le passage à la grève active lors d'une grève générale du personnel de la radio-TV. Cela veut dire que la radio-TV est mise au service de la grève, avec une force de centralisation indescriptible. La contre-révolution le comprend parfaitement: chaque putsch contre-révolutionnaire des 15 dernières années visait à saisir avant tout la radio-TV. Ils savaient que si la radio-TV était aux mains du peuple et des travailleurs, cela donnait une puissance colossale qui n'a jamais

existé dans le passé pour la centralisation d'un pouvoir ouvrier.

Et on peut tirer des conséquences, à coup sûr, pour l'avenir: c'est autour de ces centres que les premières épreuves de forces éclateront. La gendarmerie en Belgique ne s'amusera pas d'abord à expulser les grévistes de Cockerill ou des ACEC - ils devraient être fous pour faire une chose pareille. Ils ne se concentreront pas non plus sur la gare de Waremme ou sur la gare-frontière de Haine-Saint-Pierre. Ils iront sur les grands centres de télécommunication, sur la RTB, les chèques-postaux, les grandes banques: là sont les centres qui, s'ils sont contrôlés par un camp ou l'autre, peuvent déterminer le cours général des événements pour une période.

Il est possible, justement autour du problème de l'autodéfense de ce genre d'institutions qui, par leur nature même, font passer dans une bonne proportion le pouvoir d'un camp à l'autre, que la prise de conscience d'une masse beaucoup plus grande de travailleurs peut s'allumer et qu'on peut comprendre la nécessité d'un certain nombre de choses qu'on ne comprend pas lorsque c'est posé d'une manière un peu abstraite et générale.

[...]

Toute la logique de cet exposé, c'est qu'une grève générale, une grève générale active, une grève générale qui donne lieu à l'élection de conseils ouvriers, prépare une telle épreuve de force, qu'il y a énormément d'atouts du côté ouvrier. Plus un pays est industrialisé, plus la technicité des processus sociaux est avancée, plus d'atouts se trouvent dans le camp ouvrier.

Mais le facteur en dernière analyse décisif reste le camp qui prend l'initiative dans l'action. Prendre l'initiative dans l'action, même

d'un jour, battre l'adversaire dans un moment décisif, cela change totalement les rapports de force. C'est là qu'on voit toute l'importance du parti révolutionnaire et du facteur subjectif pour changer le cours de l'histoire!



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution!

#6

POUR NE PAS PERDRE NOTRE VIE À LA GAGNER...

JEUNE
AUJOURD'HUI

PÔLE EMPLOI

SALARIÉ
DEMAIN

RETRAITÉ
APRÈS-DEMAIN ?

EN GRÈVE JUSQU'AU
RETRAIT

DANS CE NUMÉRO

RET
CON
GRÈ
INTÉ
DOS
NE
SPC

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT! est à nous

n° 81 - 9 décembre 2010 - 1,20 €

Dossier
Droit du travail,
un thermomètre
de classe
Pages 6 et 7

www.npa2009.org

ON LÂCHE RIEN!



ON CHANGE TOUT

MEETING LE 11 DÉCEMBRE À MONTREUIL
avec Olivier Besancenot
et des animatrices et animateurs
du mouvement social



Le mouvement social de l'autonomie mérite bien que l'on prenne le temps d'en tirer un bilan et des enseignements. Le NPA souhaite le faire avec celles et ceux qui se sont retrouvés, dans les grèves, les blocages, les manifestations, dans différents secteurs professionnels, régions et localités. Des débats ont eu lieu sur la stratégie, les moyens d'action, mais aussi sur les exigences à mettre en avant. Ils n'ont pas empêché l'unité et la puissance du mouvement, mais demeurent et demeureront d'actualité.

L'ambition de la première séance est de permettre un débat ouvert et pluraliste avec les différents acteurs et actrices du mouvement. Sont invités à y participer des représentants des organisations syndicales (CGT, Solidaires, FSJ du Collectif pour les droits des femmes, d'Attac, de Copernic et de plusieurs secteurs professionnels ou géographiques). Le débat s'appuiera sur des témoignages de diverses expériences, une mise en commun indispensable car selon les régions ou les secteurs, la mobilisation n'a eu ni la même force ni les mêmes formes.

Ce mouvement, d'une ampleur exceptionnelle, a été soutenu majoritairement, pourtant il n'a pas gagné et la loi est votée. Il est indispensable pour ses acteurs et actrices de comprendre ce qui a manqué pour parvenir à la grève générale, mais aussi de mesurer les avancées et les acquis. Un travail en atelier permettra d'approfondir ces points. La continuité a été confrontée aux stratégies de l'État et du patronat pour empêcher la mobilisation ou en limiter l'impact: répression policière, service minimum et réquisitions. **SUITE PAGE 2**

ABONNEZ VOUS À LA PRESSE DU NPA!



Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution!